

17 OCTOBRE 1961
L'histoire manifeste
sur les quais
de la Seine

ABDELHAK
BENELHADJ



■ Mémoire
occultée
le 17
octobre
1961

MUSTAPHA AGGOUN



■ Gare aux
inondations !

CHERIF ALI



■ Livres : héros
de guerre
et... de paix !

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

7 Octobre 2024

DJAMEL LABIDI



■ Allocation «substantielle»
touristique : déterminants
du montant optimal

REGHIS RABAH

Ghaza
La situation humanitaire
s'aggrave



Mohamed Mehdi

Mercredi, 376^e jour du génocide israélien à Ghaza, le nombre de victimes s'est élevé à 42.409 martyrs et 99.153 blessés, a indiqué hier le ministère de la Santé de l'enclave assiégée. La même source a indiqué que l'armée sioniste a commis 6 massacres durant les précédentes 24h, faisant 65 martyrs et 140 blessés. Alors que la situation humanitaire dans le nord de Ghaza s'aggrave davantage avec le blocus total imposé par l'armée sioniste depuis le début octobre 2024, un blocus qui fait suite à près de neuf mois de restrictions drastiques, les Etats-Unis donnent encore un délai d'un mois à l'entité d'occupation pour faire entrer les aides nécessaires.

Commentant la lettre envoyée par le secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken et le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, au gouvernement sioniste, d'augmenter l'aide à Ghaza dans les 30 jours, le Mouvement de la résistance islamique Hamas, a estimé, dans un communiqué rendu public hier, qu'il s'agit d'une «couverture complète pour le gouvernement d'occupation israélien et une justification claire de ses massacres».

Pour le Hamas, l'échéance d'un mois accordée par l'administration américaine la rend «entièrement responsable des crimes continus de famine, de soif et de décès dus à la maladie», et «une tentative ouverte de redorer son image tachée du sang des Palestiniens».

Par ailleurs, dans un récent rapport évaluant la situation humanitaire dans le nord de Ghaza, sur la période allant du 30 septembre au 13 octobre 2024, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU, affirme que «la plupart des ressources ont été utilisées et il ne reste pratiquement plus de colis alimentaires à distribuer». «Les boulangeries devront à nouveau fermer d'ici quelques jours si aucun carburant supplémentaire n'est livré. Même les réserves de repas cuisinés, qui, avant les derniers ordres d'évacuation, étaient considérées comme suffisantes pour toute la population de la ville de Ghaza pendant trois à quatre semaines, s'épuiseront probablement beaucoup plus vite

que prévu en raison du nouvel afflux de populations déplacées du nord de Ghaza et étant donné que tous les autres flux d'aide prévus ne sont plus disponibles », note le document. L'OCHA constate aussi que « l'aide qui entre à Ghaza est à son niveau le plus bas depuis des mois ». «La chute spectaculaire des fournitures humanitaires s'accompagne d'une pénurie critique de produits commerciaux. À l'approche des mois d'hiver et de la saison des pluies, la plupart des habitants de Ghaza se retrouvent sans abri adéquat, sans carburant et avec peu d'aide». «À la mi-octobre, au moins 100.000 tonnes de denrées alimentaires – l'équivalent des rations alimentaires pour l'ensemble de la population de Ghaza pendant plus de deux mois – attendent toujours à l'extérieur de la bande de Ghaza et doivent être acheminées d'urgence par divers couloirs », lit-on dans le document.

INTENSES
BOMBARDEMENTS
AU NORD DE GHAZA

Hier, jusqu'à 14h, le nombre de victimes des bombardements sur Ghaza, depuis l'aube, était de 17 martyrs et de dizaines de blessés. La majorité des bombardements d'hier ont ciblé le nord de l'enclave, totalement assiégée. D'abord des pilonnages de l'artillerie sur Beit Lahia, suivis de bombardements sur le nord-ouest de la ville de Ghaza, visant une maison près de la tour italienne dans le quartier d'Al-Nasr, et faisant 13 martyrs, des disparus sous les décombres et plusieurs blessés. Toujours dans le nord de Ghaza, l'agence Anadolu a rapporté que l'armée d'occupation israélienne a fait exploser une place résidentielle à l'aide d'un «robot-bombe» dans le camp de réfugiés de Jabalya. Dans le centre de l'enclave, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté un bilan de plusieurs martyrs et de blessés dans un bombardement aérien qui a visé une voiture civile au sud du camp de Nuseirat. Au sud de Ghaza, la même source a fait état d'un martyr et de plusieurs blessés dans un bombardement israélien près de la région de Sufa, à l'est de la ville de Rafah.

La résistance palestinienne a annoncé plusieurs opérations contre

Le président du Conseil présidentiel libyen
à Alger

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réservé, mercredi, au siège de la Présidence de la République, un accueil officiel au président du Conseil présidentiel libyen, M. Younes El-Menfi.

Les deux Présidents ont écou-

té les hymnes nationaux des deux pays et passé en revue des détachements des différentes forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs.

M. Younes El-Menfi est arrivé mercredi matin à Alger dans le

cadre d'une visite officielle. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf.

Tebboune reçoit le président
de l'Afreximbank

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi au siège de la présidence de la République, le président de la Banque africaine

d'Import-Export "Afreximbank", Benedict Oramah, indique un communiqué de la présidence de la République.

Ont assisté à cette rencon-

tre, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, le ministre des Finances et le directeur de la Banque d'Algérie, précise la même source.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le troisième
facteur

Les cours du baril de pétrole passent par des périodes d'emballement de ses prix ou de chute libre, traduisant les fluctuations qui imprègnent régulièrement le mouvement de ce marché, mais cette dernière semaine a été particulièrement marquée par des secousses fortes qui ont désavoué les prévisions des spécialistes. A peine quelques jours en arrière, le lundi 7 octobre, le baril de Brent a dépassé le seuil symbolique des 80 dollars, et les experts lui ont donné des ailes pour aller plus loin encore, au-delà des 85 dollars selon certaines estimations qui prenaient en considération le facteur des tensions géopolitiques, notamment la régionalisation de la guerre dans la région du Moyen-Orient suite à la riposte iranienne contre Israël, mais tous les calculs se sont avérés faux moins d'une dizaine de jours après. Le baril de Brent a piqué du nez pour atteindre 74,36 dollars, hier mercredi 16 octobre.

Comment est-on passé de prévisions haussières à cette tendance baissière, parce qu'on parle aujourd'hui d'une baisse continue après la hausse continue prévue il y a quelques jours ?

Et, est-ce que l'Opep peut intervenir pour freiner cette chute du prix du baril de pétrole en usant des mécanismes de régulation du marché dont elle dispose, en d'autres termes ira-t-on vers de nouvelles baisses de quotas de production pour équilibrer l'approvisionnement du marché et stabiliser les prix ? D'abord, il y a lieu de noter que la baisse du prix du baril de pétrole a été provoquée par un simple article

de presse, publié par le «Washington Post», faisant état d'une riposte israélienne qui épargnerait les infrastructures pétrolières et les sites nucléaires iraniens, ciblant uniquement les installations militaires en Iran.

Un article qui a été soutenu par les prévisions de l'Opep concernant une consommation en moyenne de 104,1 millions de barils de pétrole par jour en 2024, soit quelque 110.000 barils en-deçà de sa précédente estimation, dans le même sens que ce que prévoit l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a annoncé, ces derniers jours, que la croissance de la demande de pétrole ralentira fortement en 2025 pour atteindre seulement 1 million de barils par jour, soit la moitié du taux de croissance observé en 2023.

L'AIE s'attend aussi à ce que l'augmentation de production, aux États-Unis, Brésil, Guyana et Canada, donc hors OPEP, soit supérieure de 500.000 barils par jour à celle de la demande mondiale. La chute de la demande mondiale, combinée aux difficultés économiques de la Chine, constituent des facteurs pour une prévision de baisse plus importante du cours du brut, selon les experts. Mais, la réaction de l'Opep face à ces perspectives du marché pétrolier reste un troisième facteur imprévisible, avec lequel il faut bien compter. Tant que les pays exportateurs de pétrole au sein de cette organisation maîtrisent les leviers de la production, ils auront toujours le choix de revenir aux coupes drastiques pour stabiliser le prix du baril.

les troupes sionistes dans le nord de l'enclave. Les Brigades Al-Qassam (Hamas) ont, d'abord, déclaré avoir « ciblé des forces ennemies pénétrant au nord de la ville de Ghaza avec des obus de mortier », et d'avoir « fait exploser un bâtiment piégé sur une force israélienne » et « un engin explosif sur une équipe de secours militaires, à l'ouest de Jabalya al-Balad, faisant des morts et des blessés parmi eux ». Al-Qassam a également indiqué avoir visé un bulldozer israélien « 9D » avec un obus « Al-Yassin 105 » dans la région d'Al-Rayyan, à l'est de la ville de Rafah, au sud de la bande de Ghaza.

De leur côté, les Brigades Al-Qods (Jihad islamique) ont déclaré avoir « détruit 3 chars israéliens Merkava dans une embuscade complexe, menée en collaboration avec les Brigades Al-Qassam, au centre du camp de Jabalya, avec des charges stroboscopiques ».

En Palestine occupée, une fusillade a éclaté hier devant le poste de contrôle militaire de Qalandiya,

au nord d'Al Qods. La radio militaire israélienne, citée par Al Jazeera, a déclaré que deux personnes ont été grièvement blessées lors de cette attaque.

LE LIBAN DÉPOSE
UNE PLAINTES CONTRE
ISRAËL AU CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Mercredi, le ministère libanais des Affaires étrangères a annoncé qu'une « nouvelle plainte » a été déposée contre Israël auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. « Nous avons déposé une nouvelle plainte auprès du Conseil de sécurité concernant les attaques israéliennes contre le Liban », annonce le MAE libanais qui précise que cela concerne « la violation par Israël de la souveraineté du pays, ainsi que le ciblage de l'armée, du personnel médical et des civils ».

De son côté, le ministère libanais de la Santé a déclaré qu'un raid israélien visant le bâtiment municipal de la ville de Nabatieh (sud Liban), a fait 6 martyrs, dont le

maire de Nabatieh, et 43 autres blessés. Mercredi, le Hezbollah a mené plusieurs opérations contre des positions de l'armée sioniste au nord de la Palestine occupée, visant notamment les systèmes de défense aérienne, avec au moins 50 missiles. Le Hezbollah a déclaré également avoir bombardé la ville occupée de Safed avec une grande salve de missiles. Vers 3h du matin, la Société de radiodiffusion israélienne a déclaré que « deux Israéliens ont été blessés lorsque des missiles ont touché la cour d'une maison à Safed ».

Ont été également ciblées « deux positions d'artillerie de l'occupation israélienne à Dalton et Dishon avec une attaque de missiles », a ajouté la résistance libanaise qui a également annoncé avoir bombardé la colonie de Yiftah, et la colonie de Karmiel (faisant plusieurs blessés, selon la radio sioniste), et ciblé « un char Merkava à proximité de la ville de Ramia avec un missile guidé, tuant et blessant son équipage ».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Chanegriha reçu par le président mauritanien



Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a été reçu, mardi à Nouakchott, au premier jour de sa visite officielle en Mauritanie, par le président mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghezouani, à qui il a remis une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Lors du premier jour de sa visite officielle en République islamique de Mauritanie, et sur invitation de son homologue mauritanien, le Général de Corps d'Armée El Mokhtar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-Major Général des Armées de la Mauritanie, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP a été reçu ce mardi 15 octobre 2024, par son Excellence le président de la République islamique de Mauritanie,

Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghezouani", précise le communiqué. En cette occasion, le Général d'Armée "a exprimé sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé par son Excellence le président de la République islamique de Mauritanie, avant de lui remettre une lettre de son frère Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, dans laquelle il lui a transmis ses salutations et ses félicitations, suite à sa réélection pour un nouveau mandat à la tête de la République islamique de Mauritanie", ajoute la même source.

Le Général d'Armée a en outre, "salué les liens fraternels qui unissent les deux peuples affirmant que l'avenir recèle davantage d'opportunités pour approfondir les relations bilatérales entre les deux pays frères", ajoute le communiqué.

Genève

L'Algérie encourage les donateurs à aider les réfugiés sahraouis

L'Algérie encourage les agences humanitaires internationales et les donateurs à "apporter leur contribution" à la mise en œuvre du plan de soutien aux 173.600 réfugiés sahraouis dans le besoin, a indiqué mercredi le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies et des organisations internationales à Genève, Rachid Bladehane.

L'Algérie "encourage les agences humanitaires et les donateurs à apporter leur contribution à la mise en œuvre du Plan de soutien aux 173.600 réfugiés sahraouis dans le besoin, conformément au document élaboré, en 2023, par les agences onusiennes, dont le HCR, et de nombreuses organisations activant sur le terrain", a indiqué M. Bladehane, lors de son intervention à la 75ème session du Conseil exécutif du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) organisée à Genève du 14 au 18 octobre.

L'Algérie qui réitère son soutien aux organisations internationales et aux donateurs, "continue à accomplir son devoir humanitaire vis-à-vis de ces réfugiés", a-t-il dit. "Conformément à ses engagements internationaux, mon pays continue à apporter l'assistance nécessaire aux réfugiés présents sur le territoire national. C'est le cas pour les réfugiés sahraouis, contraints de fuir leur terre en 1975, qui vivent dans les camps près de Tindouf", a-t-il signalé. "En plus de l'aide apportée par les agences humanitaires, le HCR en tête, l'Algérie accorde à ces déplacés, entre autres, les services de santé et d'éducation", a ajouté

le représentant de l'Algérie.

"Cette situation prolongée ne doit, en aucune manière, être reléguée au second plan. Il est de notre devoir à tous d'assurer à ces réfugiés la protection nécessaire en rejetant toute sorte de pressions allant dans le sens de la politisation d'un travail humanitaire par essence", a-t-il préconisé. "Ma délégation estime que notre réunion n'est pas le bon endroit d'évoquer l'aspect politique du Sahara occidental qui relève de la 4ème commission de l'ONU sur la décolonisation. Il est paradoxal que le même pays qui est la source de la souffrance des réfugiés sahraouis, appelle l'Algérie à respecter ses engagements internationaux sachant qu'il n'a aucune légitimité (pour) parler de ces populations, du moment qu'il n'est ni le pays d'accueil de celles-ci, ni encore moins un pays donateur", a-t-il relevé. M. Bladehane a, sur un autre plan, condamné, au nom de l'Algérie, les massacres commis par l'entité sioniste contre les Palestiniens et les Libanais. "Bien que ne faisant pas partie du mandat du HCR, les conséquences humanitaires désastreuses engendrées par l'agression de la force d'occupation dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie sont une source de préoccupation majeure pour mon pays. Nous condamnons en des termes non équivoques les massacres perpétrés contre les civils et les travailleurs humanitaires, et appelons la communauté internationale à user de tout son pouvoir pour obliger le colonisateur à rendre des comptes", a-t-il clamé.

Industrie électronique Aoun reçoit le PDG de la société chinoise ELINC

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, mardi à Alger, le Président directeur général (PDG) de la société chinoise ELINC, M. Li Li Gong avec lequel il a évoqué les moyens de développer la coopération bilatérale dans le secteur industriel, notamment dans les industries électroniques, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence d'une délégation de haut niveau accompagnant le PDG de

la société ELINC, filiale du Groupe CEC spécialisé dans les industries électroniques et les systèmes de protection électroniques, précise la même source.

Lors de cette réunion, M. Aoun a suivi un exposé exhaustif sur la société chinoise, établie en Algérie depuis plus de 20 ans, et les moyens de développer la coopération bilatérale dans le secteur industriel, notamment dans le domaine des industries électroniques de base et des technologies de la communication. A l'issue

de l'exposé, "le ministre a salué la place, le niveau de maîtrise des technologies modernes et la contribution active de la société ELINC au développement de ces domaines en Algérie", ajoute le communiqué. Le ministre a, également, appelé à la nécessité d'intensifier les activités de la société en Algérie et d'aller vers la fabrication "de tout ce dont le marché algérien a besoin" dans le domaine électronique, outre l'établissement de partenariats industriels selon le principe gagnant-gagnant.

Raïna
Raïkoum
Amine Bouali

L'esprit qui toujours nie

Dans son célèbre drame « Faust », le grand écrivain allemand, Johann Wolfgang Goethe, faisait dire à son personnage Méphisto: « Je suis l'esprit qui toujours nie ». Dans les périodes de crise ou de rupture de confiance, cet « esprit qui toujours nie » fructifie particulièrement. Il est le symbole de l'individu désabusé qui croit avoir trouvé la panacée en n'ayant plus foi en rien, qui s'attend toujours au pire et se félicite quand le malheur qu'il avait prédit survient. Ses outils de destruction massive sont le réquisitoire, la dérision et le sarcasme. À chaque fois, il semble prendre plaisir à dresser un tableau apocalyptique de la situa-

tion et accuse volontiers ceux avec lesquels il n'est pas d'accord d'en être responsables.

En règle générale, rien ne trouve grâce à ses yeux à part lui-même. Pourtant, il y a une sorte de panache à garder la foi dans l'adversité et à ne pas renoncer à ses rêves, quitte à se faire violence. Oui, aucun effort ici-bas n'est vain, nul combat n'est perdu d'avance, aucune tentative d'améliorer ou de changer les choses n'est automatiquement vouée à l'échec.

L'Algérien Saint Augustin avait raison lorsqu'il écrivait : « Ne dites pas que les temps sont mauvais, vous êtes les temps. Soyez bons et les temps seront bons » !

Naâma

7 morts et 19 blessés dans une collision

Sept (7) personnes sont décédées et 19 autres ont été blessées dans l'accident de la circulation survenu mardi dans la commune de Moghrar (Naâma), ont indiqué les services de la Protection civile dans un bilan final.

L'accident s'est produit à la suite d'un violent télescopage d'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison Béchar-Constantine, et un camion semi-remorque roulant en sens inverse, sur la RN6 au niveau du lieu-dit "Kariat Ammar". Un premier bilan de l'accident faisait état de trois morts et 15 blessés.

Les dégâts provoqués au bus de transport ont rendu difficile l'opération de désincarcération des victimes décédées, lesquelles ont été transportées à la morgue de l'hôpital Mohamed Bou-



diat de Ain Sefra, et les personnes blessées ont été admises dans la même structure hospitalière, a fait savoir la Protection civile. La protection civile a mobilisé 35 agents de différents grades sous la supervision du directeur de wilaya Karim Benziane, en sus du déploiement de trois camions d'intervention et de six ambulances, selon la même source. Les services de la Gendar-

merie nationale territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

Le wali de Naâma, Lounes Bouzegza, accompagné des autorités locales, s'est rendu sur le lieu de l'accident ainsi qu'à l'hôpital Mohamed Boudiaf, où il s'est enquis des conditions de prise en charge des victimes, selon les services de la wilaya.

Tribunal de Sidi M'hamed Sept mandats de dépôt pour trafic de drogue

Sept (7) individus ont été placés sous mandat de dépôt dans deux (2) affaires liées à la saisie de 572 kg de kif traité et de près d'un (1) kg d'or, ainsi que de deux (2) armes et des munitions de divers types, a indiqué, mardi, un communiqué du parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger).

"Conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, à compétence territoriale étendue, informe l'opinion publique que dans le cadre de lutte contre les crimes

de drogue et de blanchiment de leurs revenus criminels, le Pôle pénal spécialisé a traité deux affaires liées à la saisie dans la circonscription judiciaire des tribunaux d'El Affroun et de Laghouat, d'une quantité totale de 572 kg de kif traité, de près d'un (1) kg d'or, de deux (2) armes et des munitions de divers types, des jumelles, des véhicules et des sommes en monnaie nationale et en devises", précise le communiqué. L'enquête a permis l'arrestation de 10 suspects, qui ont été déferés devant le parquet de la République les 10 et 15 octobre 2024", ajoute la même source.

ce, affirmant qu'une information judiciaire "a été ouverte à leur encontre pour les chefs d'inculpation suivants: importation illégale de drogue, possession et transport de drogue aux fins de trafic dans le cadre d'un groupe criminel organisé, ainsi que blanchiment d'argent, possession d'armes, de munitions et d'équipements sensibles".

Après avoir auditionné les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné le placement de sept d'entre eux sous mandat de dépôt et de trois autres sous contrôle judiciaire, conclut le communiqué.

17 Octobre 1961

L'histoire manifeste sur les quais de la seine

Par Abdelhak Benelhadj

L'histoire franco-algérienne de vient illisible et même inabordable, mêlée à une actualité à la fois française et européenne traversées de crises multiples, économiques, financières, politiques inextricables, avec un conflit militaire de première grandeur à ses frontières orientales impliquant un «pays doté». L'immigration est plantée au cœur d'une crise que l'Europe n'a pas connue depuis des décennies. On assiste à l'érection mondialisée des «Murs» et la prolifération d'esprits embastillés en quête de légitimités électorales. L'Occident, en Europe et en Amérique du nord, se replie, s'enferme et se retire du monde alors qu'il ne peut se concevoir sans le monde.

La tentation en France est grande de faire reposer sur la présence d'une population étrangère et/ou d'origine étrangère ainsi que sur l'histoire coloniale de la France en Algérie, terminée voilà plus de soixante ans, toutes les difficultés qu'elle rencontre. Vient l'idée que la disparition de l'étranger serait la condition d'un retour aux équilibres budgétaire, sociaux, identitaires et politiques. «On connaît les causes des émeutes. Bien sûr que si, il y a un lien avec l'immigration. Pour la deuxième, la troisième génération il y a comme une sorte de régression vers les origines ethniques.» Bruno Retailleau, alors président du groupe LR au Sénat, 05 juillet 2023. On croirait écouter J. Ferry, plus d'un siècle plus tôt. Comment est-il possible, dans ce contexte, espérer écrire une histoire bousculée de tous côtés?

En 2001, à la faveur du 40^{ème} anniversaire du massacre d'Algériens le 17 octobre 1961, une plaque commémorative a été apposée sur le pont Saint Michel sur décision du Conseil municipal de Paris, après une discussion agitée, émaillée d'incidents et de polémiques. Des éclats de voix rappelaient les manifestations à Alger en mai 1958 et en janvier 1960.

En 2012, F. Hollande, au nom de la République, «reconnait avec lucidité», la «sanglante répression» tuant «des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance». Depuis, un peu partout en France, des cérémonies semblables ont été ordonnées et des places baptisées en mémoire de cette tragédie : une station de métro dès février 2007 à Gennevilliers, puis une place en octobre 2011, une à Saint Denis un mois plus tard, une autre à Bagnolet en octobre 2010, une autre encore au Blanc-Mesnil en 2011. Ce sera le tour de Villejuif en octobre 2012. Décidée en avril, une placette du 17 octobre est inaugurée en octobre 2013 à Strasbourg, à Aubervilliers en janvier 2015...

Octobre 2017. Une nouvelle cérémonie est tenue sur le pont Saint-Michel à Paris. L'assistance fut nombreuse : l'ambassadeur d'Algérie en France, la maire de Paris, des élus locaux, des manifestants de 1961, des membres de familles de victimes, des historiens... S'y étaient joints des représentants d'associations et un groupe de lycéens de l'Ecole internationale algérienne de Paris, une rose à la main.

Désormais, plus personne ne dispute l'événement, ni d'ailleurs sa commémoration. Mais pour en effacer le sens et la portée, il suffisait d'en faire un non-événement. Et, sous cet angle, les absences révèlent bien davantage que l'assistance.

Ce jour-là, sous la pluie, il n'y avait pas de représentants de l'Elysée, de l'Hôtel Matignon, du Palais Bourbon ou de celui du Luxembourg ; l'aéropage habituel des professionnels de la commémoration. Les Hautes Consciences et les gardiens du temple sourcilieux faisaient relâche. Les intellectuels et les experts patentés, les boutonnières honorées, étaient aux abonnés absents. Les médias français ont superbement ignoré ce mauvais sou-

venir. C'est bien normal, on était aux abords du pont Saint-Michel, pas au Vel' d'hiv ! Cela rehausse d'autant la présence de la première magistrate de la capitale française.

Événement passé presque inaperçu. Cet été, les sportifs algériens défilant sur leur bateau aux JO de Paris 2024 sur la Seine, ont confié au fil de l'eau des pétales de roses, en mémoire des «noyés» de 1961.

RÉTROSPECTION

Ce 17 octobre 1961, des Algériens manifestaient pacifiquement à Paris. Ce soir-là et les jours suivants, on comptait des dizaines d'Algériens tués, une centaine de disparus, des centaines de blessés par les forces de police aux ordres du gouvernement français et du préfet M. Papon¹. L'ancien préfet de Constantine a fait preuve de tous les talents de «collaborateur» qu'il avait déployés à Bordeaux entre Armistice et Libération. Une mémoire sélective rappellera plus tard qu'il avait été accusé de «complicité pour crimes contre l'humanité» et condamné en 1998. Mais pas pour son «œuvre» en Algérie. Les forfaits algériens de ce fonctionnaire de la République ne furent alors rappelés que pour alourdir un dossier qui instruisait un autre procès... Que serait-il advenu des forfaits algériens de M. Papon s'il n'avait rien commis d'irréparable à la préfecture de la Gironde, entre 1942 et 1944 ?

Les relations algéro-françaises sont à l'évidence bloquées. Elles le sont depuis 1962. Une erreur grossière a été commise pour lever ces obstacles et aplanir ces difficultés. «Plus fort que le glaive est mon esprit» (Zacharie, 4:6)

La première erreur a été de faire croire que l'histoire et son l'écriture seraient à l'origine du différend. Ce qui a expliqué qu'on ait confié à des historiens le soin de dépasser ces difficultés, comme s'il suffisait d'une transaction policiée entre académiciens, remplaçant des plénipotentiaires, pour pacifier les conflits et controverses entre les nations. Des universitaires et des politiques ont quelques fois cédé à cette spéculation idéaliste hégélienne à penser le verbe plus efficient que la force. Un biais combiné à un autre avatar de l'indémodable et ambivalente connivence du glaive et du goupillon. Naturellement, il ne s'agit que d'une posture rhétorique.

Les historiens n'ont pas été choisis par leurs pairs, mais par leurs gouvernements.² Paris et Alger leur ont confié le soin de traiter de questions ordinairement confiées à des diplomates. Il s'ensuit que l'écriture de l'histoire, devenue acte politique (a-t-elle un jour cessé de l'être?), passe ici sous l'imprimatur de l'Elysée (et du Palais Bourbon, lors de la «loi mémorielle» 2005)³. Loi dénoncée avec véhémence par de nombreux historiens fidèles aux Lumières et à la vieille «libertas academica». Ni la bonne foi et la compétence de ces historiens, cela tombe sous le sens, n'est en cause.

Créée en août 2022, la commission mixte d'historiens français et algériens, a tenu mercredi 22 novembre 2023, à Constantine, sa troisième réunion depuis sa formation en avril (AFP, le 21 novembre 2023). Ce sera probablement la dernière, pour une durée indéterminée. Le fait est qu'en cette affaire, ils ont cessé d'être des historiens pour assumer une autorité et accomplir une mission qui ne relève pas de leurs qualités académiques. Au fond, le non-dit de cette opération est, peu ou prou, de tenter de valider par les autorités algériennes la résolution d'un problème purement franco-français.

Le «rapport Stora», remis au Président français en janvier 2021 à un mérite. Aussi vain soit-il, il offre un contexte référentiel aux événements du 17 octobre et à ses commémorations. Le rappel des faits s'impose.

1. En juin 1830, la France de Charles X, armée et bottée, est entrée en Algé-



Il est impossible, aussi bienveillantes soient les bonnes volontés, d'abstraire le passé des contraintes du présent.

rie, sans que personne ne l'y ait invitée, s'appropriant un territoire qui ne lui appartenait pas. Que la puissance qui exerçait alors son autorité et ses pouvoirs en Algérie ait tenu sa légitimité de la «Sublime Porte», que l'Algérie n'ait pas été circonscrite en sa géographie politique et formatée juridiquement, ainsi qu'on l'observe aujourd'hui, ne change rien à l'affaire. Toute autre considération relève de jongleries à l'usage des flibustiers et des canailles.⁴

2. «Crime contre l'humanité».⁵ Le nombre des victimes algériennes, depuis cette date, jusqu'en 1962, dépasse très largement les chiffres officiels algériens auxquels il est fait une bien injuste querelle. Il suffirait pour cela de se reporter aux très nombreuses chroniques militaires françaises ou aux mémoires innombrables de tous ceux qui portaient une plume, accompagnant les troupes lors de leurs campagnes «civilisatrices» exaltées sous la Monarchie de Juillet, le Second Empire et les Républiques suivantes.⁶ Au reste, qu'importent les statistiques ! 3. Les Algériens vivaient dans leur propre pays sous le régime de la sujétion. Ils ne pouvaient décider de leur destin, ainsi que le prescrivent des droits humains formalisés à Paris près d'un demi-siècle auparavant. La France occupante a fait de leur territoire une partie d'un ensemble gouverné à partir de l'étranger.

Mieux : l'Algérie a servi de machine

à franciser pour une multitude de migrants invités à s'y établir, venus de pays tiers : Malte, Italie, Espagne, Grèce... Comprend-on pourquoi ces populations allogènes se disaient plus «européennes» que français ? En 1889, à leur tour, les Italiens d'Algérie bénéficièrent de leur Décret Crémieux. Les Algériens, eux, demeuraient des «sujets», des habitants de catégorie subalterne. Chez eux !⁷

Les lois Blum-Violette n'avaient pu établir cette égalité (régulièrement promise et régulièrement trahie) par la République, des années trente jusqu'à l'indépendance. Devaient-ils se réjouir de ne pas avoir été totalement exterminés, comme ont failli l'être (et d'une certaine manière, elles l'ont été) les populations originelles d'Amérique ?

F. Abbas, en quête d'un décret Crémieux pour les siens, conquis par un destin français, s'était perdu dans les cimetières, cherchant en vain une nation algérienne dont les morts ne lui avaient rien dit⁸. Il n'avait pas cherché au bon endroit et n'avait pas interrogé les bons interlocuteurs. Quelques mois plus tard, en avril 1936, A. Ben Badis répondit au futur président du GPRA : l'Algérie n'était pas française, n'avait jamais été française et ne pourrait être française.⁹

RIEN D'OFFENSANT POUR LA FRANCE

Le président du mouvement pour

la renaissance de l'islam établissait un fait. Il en est un autre : le Congrès musulman qui s'est tenu le 7 juin 1936 a permis de rapprocher la Fédération des élus, l'Association des Oulémas et le Parti communiste algérien, mais n'a rien dissipé d'essentiel puisque tous trois restaient coincés dans un modèle assimilationniste dans la République, avec le maintien d'un statut personnel.

Plus que les idées abstraites, la structure démographique du pays expliquait largement l'impossibilité de donner quitus à un principe démocratique simple : «one man, one vote». Le partage du pouvoir, l'ordre colonial n'y était absolument pas disposé. La hiérarchie des intérêts objectifs fondait la hiérarchie des droits. Ce dont procédait tout le reste.

Les «héritages» de l'Algérie romaine, datant d'avant Alésia, servaient de droit de propriété que la France, qui n'existait pas encore, se proposait alors de revendiquer après 1830. L'Algérie occupée ne pouvait devenir ce que sera bien plus tard, en 1990, l'Afrique du Sud, en une transition relativement paisible administrée par De Klerk et Mandela.

De Gaulle était instruit depuis longtemps de la fin inéluctable des empires coloniaux. Tous ses efforts étaient déployés pour que les indépendances n'adviennent pas contre mais dans le respect des intérêts de la France.¹⁰

Suite en page 5

Notes :

1. Pour les «détails» de cette triste affaire, on peut lire le compte-rendu circonstancié qu'en a dressé Jean-Luc Einaudi, décédé en mars 2014, dans «La bataille de Paris. 17 octobre 1961.» Seuil, 1999, 329 p. Ou bien celui de Didier Daeninckx «Meurtres pour mémoire» Gallimard Folio, 1984, 216 p. Les morts d'octobre cachent les assassinats de toute l'année e 61. Lire le rapport qu'en ont fait les Anglais J. House et N. MacMaster «Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat et la mémoire» pp. 210-211. Ed. Tallandier, 2006, 538 p.
2. Le 25 janvier 2023 les autorités françaises ont validé la liste des cinq membres que l'historien Benjamin Stora leur avait soumise début décembre 2022. Côté algérien, les historiens avait été désignés par la présidence en novembre 2022.
3. A noter que le rapport n'a pas été un cadre méthodologique conjointement délibéré par les deux partis.
4. «Une loi contre l'histoire» de Claude Liauzu, Le Monde Diplomatique, avril 2005.
5. Lire Pierre Péan (2004) : Main basse sur Alger. Enquête sur un pillage. Juillet 1830. Plon, 285 p.
6. «La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face, en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes». Emmanuel Macron, L. 13 février 2017. Que ces propos aient été ou de circonstance, teinté d'opportunisme pour un candidat héritier roxode en campagne dont chacun connaît l'itinéraire labyrinthique, n'enlève rien à sa portée politique. S. 16 octobre 2021, E. Macron dépose une gerbe près du Pont de Bezons, en banlieue pari-

sienne, en mémoire des victimes algériennes de la répression.

6. Lire la récapitulation de Olivier Le Cour Grandmaison (2005) : Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial. Fayard, Paris, 362 p. Et une anti-biographie exemplaire sous la plume de François Maspero : (1993) : L'honneur de Saint-Arnaud. Plon, 438 p.

7. La référence au sénatus-consulte du 14 juillet 1865 stipulant «L'indigène musulman est français. Néanmoins, il continuera à être régi par la loi musulmane, il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits et des devoirs de citoyen français et, dans ce cas, il est régi par les lois civiles et politiques de la France» est une aimable plaisanterie, en ce qu'elle faisait mine d'ignorer les poids démographiques respectifs impliquant des rapports de force politiques et économiques qui auraient été inacceptables si les Algériens pouvaient devenir si facilement français... Au reste, que serait la France aujourd'hui si l'Algérie, avec ses 40 millions d'habitants, était restée française ? On lira avec profit l'opus de Olivier Le Cour Grandmaison (2010) : De l'indigénat. Anatomie d'un «monstre» juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'Empire français. La Découverte, Zone, Paris, 193 p.

8. «La France, c'est moi», article de L'Entente franco-musulmane, n° 24, 27 février 1936. En fév. 1943, il reconnaît : «La patrie algérienne que je n'ai pas découverte en 1936 dans les masses algériennes, je la découvre aujourd'hui».

9. In C.-A. Julien, «L'Afrique du nord en marche». Julliard, 1952.

10. On sait aujourd'hui combien cet objectif était illusoire, au regard des collusions nationales et internationales ourdies contre sa politique.

17 Octobre 1961

L'histoire manifeste sur les quais de la seine

Suite de la page 4

Il a lancé du haut du Forum en juin 1958 son «Je vous ai compris» que personne n'a vraiment compris. Un quiproquo dont il ne porte qu'une part de la responsabilité. Le président du Conseil d'alors n'avait trahi personne : de Gaulle parlait à une foule à laquelle son discours n'était pas destiné. En réalité, il s'adressait aux réprouvés du projet de 1936.

Dans un élan christique, ses mots renvoient à un verset de l'Épître aux Galates (3:28) que l'apôtre Paul n'aurait peut-être pas récité : «...je prends acte au nom de la France et je déclare, qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs»¹¹

TROP TARD, MON GÉNÉRAL !

4. L'ensemble des richesses du pays était détourné, placé sous administration et exploitation française et exporté pour l'essentiel vers la métropole et le reste du monde.

5. Toutes les constructions, créations, édifications, urbaines et rurales, aménagements, réalisations d'ouvrages d'art, d'institutions...ne l'ont été qu'en vertu de cette occupation au service des occupants et non l'expression d'un don, d'un «bienfait» généreusement octroyé aux populations algériennes. Ces réalisations et leur valeur ne peuvent néanmoins être niées.

C'est un fait. L'Algérie qui a été restituée à son peuple en 1962 n'est pas celle qui lui a été arrachée en 1830. Aucun tour de passe-passe rhétorique ne pourrait masquer cette réalité évidente aux conséquences redoutables pour les échafaudages politiques hâtifs et simplificateurs. L'érection des nations ne relèvent pas des jongleries rhétoriques a posteriori, anachroniques.

6. La France est entrée en Algérie par la force. Elle fut contrainte de la quitter par la force. Aucune argutie évoquant la terrible violence qui s'est manifestée, sous diverses formes, au cours de la Guerre de Libération, n'empêcherait que la réalité soit observée à l'évidence sous cet angle. Le peuple algérien fut la principale victime de cette violence. La présence française était indésirable en Algérie non pas depuis 1954, mais dès 1830. C'est à partir de cette date que les statisticiens et les historiens devront initialiser leurs calculs.

En ces circonstances, savoir qui a gagné ou perdu la «Guerre d'Algérie» relève de la mauvaise foi.

7. Quelles qu'aient pu être leurs raisons ou les conditions, sociales, économiques, politiques... expliquant leur engagement, toutes les personnes qui se sont placées aux côtés des forces françaises d'occupation et qui ont commis des crimes à l'égard des personnes et des biens algériens, ne sont pas les bienvenues en Algérie. Ils ont fait leurs choix. Qu'ils en tirent les conséquences. Cela concerne, au même titre, tous les criminels de cette guerre, quelle qu'ait pu être la grâce que l'Etat français a cru devoir leur octroyer plus tard ou les confusions que leurs confessions ont pu susciter. Libre à la France - si elle y tient - de célébrer ses supplétifs et ses soldats, mais qui aujourd'hui exigeraient de l'Algérie de recevoir dignement des généraux tortionnaires qui ne regrettent rien et se glorifient de surcroît haut et fort de l'avoir été ?¹²

Une comparaison pour clarifier le propos : comment aurait réagi la France, si l'Allemagne (défaite et occupée depuis 1945¹³), s'était avisée d'honorer des décennies plus tard, la mémoire et la descendance de ceux qui l'ont servie pendant l'«occupation»?¹⁴

Avec l'évolution politique actuelle outre-Rhin, notamment dans les länders orientaux, qui sait ce qu'il adviendra de l'écriture d'une histoire commune qui n'a d'ailleurs jamais fait

consensus entre les deux pays, malgré les poignées de main entre de Gaulle et Adenauer, Mitterrand et Kohl... Les manuels d'histoire destinés aux écoliers français et allemands restent une affaire d'Etat (initiée par J. Chirac et Schröder) et limitée aux classes européennes et Abibac. L'écriture de l'histoire doit se projeter dans l'espace-temps, commencer par l'avenir et viser l'Union. Pour espérer avoir une histoire commune, il faut d'abord s'assurer d'un avenir commun. Or, sous nos yeux, les Européens s'entourent de Murs, gardés par des cerbères.

Lundi 16 septembre 2024, l'Allemagne rétablit des contrôles à ses frontières. La gravité de cette décision ne vient pas de ce rétablissement. Les contrôles cesseront dès que Berlin sera rassuré (autant qu'il l'estimera l'être) sur l'état de l'opinion publique allemande. Le fait est qu'elle a été unilatérale et souveraine, sans consultation ou information préalable de ses voisins. L'Allemagne ne fait pas confiance en ses partenaires pour ce qui concerne sa sécurité. Un vieux réflexe médiéval.¹⁵

Ainsi en est-il lorsque les nations confient le destin de leur union aux marchés, aux comptables et aux agioteurs. Il faut plus que des intérêts communs -aujourd'hui hypothétiques- pour se forger une identité commune.

Le président algérien fut dans son bon droit et dans sa fonction à les désigner par le terme générique et didactique de «collaborateurs», identique à celui dont avaient usé les Français pour pointer les hommes qui s'étaient placés sous les ordres des occupants allemands après juin 1940¹⁶. Les différences de contexte ne peuvent faire abstraction de l'essentiel.

La Loi algérienne, très tôt, dispose que leurs enfants, innocents, ne sont pas concernés. La collaboration n'est pas héréditaire.

De nombreux conflits meurtriers dans l'histoire s'achèvent de manière semblable. En-dehors des politiciens en chambre qui peuplent les plateaux de télévision, quel homme honnête, conscient et instruit des tragédies du passé se hasarderait à des révisions inconvenantes? Le reste relève des péripéties de la vie politique franco-française.

8. 99.7%. Tous ceux qui doutent de la volonté du peuple algérien de se défaire de l'occupation coloniale, devraient se souvenir que le 1^{er} juillet 1962, il a voté «OUI» dans son écrasante majorité, à 99.7%, en faveur de l'indépendance. Ce jour-là, la présence française en Algérie n'avait plus lieu d'être. En toute rigueur, selon les règles du droit international et de la bienséance.

Le 05 juillet, l'Algérie renaissait. L'Etat français et les Nations Unies en avaient pris acte. Toute controverse truffée de sous-entendus à propos de la date de l'indépendance est vaine. Par-delà les faits, il y a l'élégance de la démonstration. Chacun son roman national. Il fut nécessaire politiquement (au sens exact du mot) qu'un 05 juillet effaçât un autre. La nation algérienne devait boucler sur elle-même, dans l'espace et dans le temps. Comme toutes les nations, y compris la «France éternelle».

9. Ainsi, le tribunal de l'histoire a rendu son jugement ; les djebels et les maquis en guise de prétoires. Le verdict ? Tous les hommes, les femmes et les enfants des rues et des campagnes algériennes l'ont proclamé et festoyé en cet été 62.

De ce fait, l'Algérie n'a plus de plainte à déposer, ni aucune rente de culpabilité à administrer, ni de ressentiment à entretenir pour «exploiter» la mémoire de ses morts. Il n'y a plus de vengeance, ni de gorges à rendre à quiconque. Si rien ne doit être oublié, il n'y a rien à pardonner. Cette guerre est terminée.

10. A contrario, la guerre de libération n'a pas été entreprise au nom de Dieu. En-tout-cas pas au nom d'un Dieu partisan d'une guérilla théocratique.

Les combattants algériens pour l'indépendance étaient musulmans, c'est vrai, mais ils étaient d'abord pour l'indépendance de leur pays, pas pour se lancer dans une campagne de prosélytisme religieux.¹⁷

La cause algérienne était une cause politique pour l'équité et l'égalité en droit. Et si un Dieu devait habiter son intention, il ne pourrait s'agir que d'un Dieu universel qui ne trie pas les consciences. Des hommes de toutes confessions, y compris ceux qui faisaient pétition de ne pas en avoir, se sont levés (et certains ont donné leur vie) pour l'indépendance algérienne et/ou pour l'honneur qu'ils se devaient à leur propre patrie, embourbée et dévoyée dans un mauvais parti.¹⁸

11. Aujourd'hui, comme hier, les braises engendrent des cendres.

Nul ne peut raisonnablement discuter le poids et la responsabilité de la colonisation française en Algérie. De la désorganisation territoriale aux héritages institutionnels, de la dépersonnalisation à la déstructuration de l'économie organisée autour des exportations des «produits coloniaux». Mais il ne serait pas conforme à la vérité de lui faire porter tout ce qui advint après 1962 et surtout après 1979.

De la gabegie des années quatre-vingt (qui s'est continué au tournant du millénaire - comme elle a commencé - à la faveur d'une embellie pétrolière fortuite) au suicide collectif d'une décennie de désordres mêlant combat politique et délires eschatologiques, jusqu'à une amnistie «opportune», les Algériens portent collectivement l'exclusive et unique responsabilité de ces échecs. Face aux générations futures et face à l'Histoire.

Comment expliquer et justifier que l'économie continue des décennies durant à souffrir du «syndrome hollandais», à dépendre des hasards de la géologie, de l'exportation de matières premières et de leur cotation erratique sur les marchés mondiaux?

Cependant que la gangrène informelle (une délinquance que certains songent à gratifier en la légalisant selon un credo libéral mal digéré qui ne trompe personne) gagne tous les rouages de l'économie, de la société et de la sphère politique. A quand, si ce n'est déjà le cas, un gouvernement informel ?

Si le naufrage des années 1990 est le produit de divagations domestiques, il ne saurait créditer a posteriori de supposés «bienfaits de la colonisation». Les troubles algériens de cette décennie funeste ne peuvent servir de prétexte aux revanchards qui votent des lois scélérates et subreptices pour faire obstacle à une politique nécessaire et inévitable de bon voisinage. Nécessaire pour une prospérité commune, nécessaire à une sécurité commune.

La France ne saurait trouver avantage aux malheurs algériens, attisés de l'étranger, de quelques façons qu'on l'imagine, comme on l'a vu en Irak, en Libye et aujourd'hui en Syrie, au

Sahel, en Afrique, en Amérique Latine... sous des prétextes spécieux d'insécurité que représenteraient ces régimes pour leurs peuples, leur voisinage ou la paix du monde.

12. Depuis 1968, l'Algérie commémore la date du 17 octobre comme la Journée nationale de l'émigration. En 1995, la communauté expatriée a donné un nouveau sens à cette commémoration et a surpris en démontrant son attachement à son pays et aux malheurs qui le frappent.

Après un forum exceptionnel organisé à Alger qui a réuni alors les représentants des Algériens venus de presque tous les horizons de la planète, le président L. Zeroual prit l'initiative de donner un cadre institutionnel spécifiquement consacré à la communauté algérienne à l'étranger. Des députés furent élus pour la représenter à l'Assemblée nationale et dans diverses institutions tel le Conseil National Economique et Social.

Très vite hélas, toutes ces avancées furent soit détournées, soit complètement démantelées. Et cela commence par la disparition subreptice d'un secrétariat d'Etat. Aujourd'hui, il fait office d'artefact, une sorte de colifichet encombrant le titre d'un ministre qui en aurait volontiers fait l'économie.

Il reste aujourd'hui une communauté oubliée, plus de 10% de la population algérienne¹⁹, et les cyniques se complaisent dans les lieux communs, aussi naïfs que transparents : la binationalité présenterait l'avantage de soulager l'Etat algérien et abstraire ses obligations, en dehors du train-train administratif consulaire habituel.

L'ostracisme en lequel cette population est confinée par les autorités françaises fabriquerait de l'algérianité à peu de frais et (qui sait?), à défaut (computent des stratèges de bazar) d'être «complètement français», les Algériens en Europe - dont beaucoup ne parlent pas arabe et n'ont jamais vu leur pays - conserveraient à la terre de leurs parents une inclination qui pourrait servir de levier à la diplomatie.

13. Ordres locaux. Chaos global.

Si, à raison, elle prétend à la réfutabilité, l'histoire des hommes n'est pas une science exacte. Il y a une part qui relève des faits contrôlables et une part qui relève d'utopie et de mythe nécessaires à la constitution d'une identité et d'un «lien» qui n'est pas réductible à un procès de connaissance positive.²⁰

La transfiguration et la sublimation des faits ne portent pas préjudice à la vérité historique. L'honnêteté intellectuelle et politique exige seulement l'explicitation honnête des prémisses pour ne pas confondre les registres.

Depuis la fin du conflit Est-Ouest, le monde est peut-être plus instable et plus dangereux. Sous le signe du «printemps», toute la Méditerranée méridionale et orientale a été emportée, avec le Sahel, vers de nouvelles conflagrations mortifères.

L'accumulation de forces armées creuse de nouveaux gouffres, ne résout

aucun problème, arase les Etats et ouvre l'horizon sur des conflits à l'infini. Le slogan de ce désordre en marche : que s'évanouisse tout ce qui s'interpose entre l'Empire et les tribus !

Tenir l'immigration pour un obstacle au lieu de ne pas la reconnaître comme médiation, est un double suicide. Au moins un gaspillage d'opportunités.

Les événements du 17 octobre y renvoient et pointent la cécité des gouvernants et tous les fantômes qui les hantent, à regarder lucidement en face à la fois le passé, le présent et surtout l'avenir.

ACTUALITÉS ALGÉRIENNES EN FRANCE

L'Algérie française n'est plus²¹, mais elle est partout en France, nous le voyons bien avec les cérémonies autour du 17 octobre 1961. Après 1962, un peu partout des monuments, statues, plaques, muséologies, toponymies urbaines, cérémonies... ont été érigées, apposées, inaugurées célébrées...²² Sans échapper cependant aux aléas de la conjoncture politique. -Novembre 2023. La Maire de Paris décide de débaptiser l'avenue Maréchal Bugeaud (promu en 1843) dans le XVI^e arrondissement de la capitale, ainsi nommée depuis 1863.

-11 juillet 2024. Le Conseil de Paris a l'approuvée à l'unanimité.

-14 octobre 2024. Anne Hidalgo inaugure l'avenue sous son nouveau nom, Hubert Germain, dernier Compagnon de la Libération décédé en 2021.

Le fait est que la disparition du nom de Bugeaud fait disparaître les facettes les plus condamnables de la présence coloniale française en Algérie. Comment éviter que cette disparition, cette condamnation d'un maréchal ne soit opportunément exploitée pour effacer ce dont il est l'histoire?

Quelles que soient ses réelles intentions, l'élus LR Francis Szpiner n'a pas tort de plaider, le 13 juillet : «Qu'on vienne dénoncer [le colonialisme] aujourd'hui, oui. Le gommer complètement, c'est absurde et n'aidera personne».

Certes, les anciennes plaques au nom du maréchal Bugeaud seront conservées au musée Carnavalet, qui retrace l'histoire de la capitale. Et, sur la façade Rivoli du Louvre, sa statue est toujours là, à côté de celle du duc d'Aumale (témoin, avec son frère, duc de Nemours, au pied des murailles, des bombardements de la ville de Constantine, le vendredi 13 octobre 1837), Damrémont et de Lamoricière. Au reste, il demeure encore de nombreuses villes françaises où de nombreuses rues, avenues, boulevards et places continuent de porter son nom. Il y aurait même une impasse Bugeaud à Montpellier. Sa statue est toujours debout à Périgueux, accompagnée toutefois depuis le 05 septembre 2023 d'une plaque qui complète l'histoire du Maréchal en rappelant ses «réalisations» algériennes.²³

Abdelhak Benelhadj

Notes :

11. A lire in exten *sosur le site, <https://www.elysee.fr/charles-de-gaulle/1958/06/04/je-vous-ai-compris-discours-prononce-par-le-general-de-gaulle-president-du-conseil-au-forum-dalger-algerie-4-juin-1958>*.

12. Cf. Général Paul Aussaresses (2001) : *Services spéciaux. Algérie, 1955-1957*. Paris, Perrin, 197 p. Et (2008) : *Je n'ai pas tout dit. Ultimes révélations au service de la France. Entretiens avec Jean-Charles Deniau*. Ed. du Rocher. 296 p. Ce *Torquemada de la gégène a été vilipendé non pour avoir torturé sur ordres. Mais pour avoir rendu public un système pensé, mis en place et connu de tous, jus que-là soigneusement caché à l'opinion*.

13. Il y a toujours, près de 80 ans après la fin de la guerre et 35 ans après la disparition de l'URSS, environ 26 bases militaires américaines en Allemagne (et plus de 800 dans 117 pays dans le monde).

14. L'Europe est toujours un *Lebensraum* pour beaucoup des é mules qui entretiennent un culte discret pour *Das Reich*.

15. Le 15 mars 2020, l'Allemagne *décida, pour pré server la santé de ses citoyens du Covid, de fermer ses frontières aussi unilatéralement qu'en 2024*.

16. *Express* *ion utilisé e par le président algérien lors de son «voyage au bout de la nuit», à Verdun le 16 juin 2000*.

17. *Personne ne nierait l'identité catholique de la France. Mais la sé cularisation a vidé les cathédrales. Les hordes de touristes*

ont remplacé les fi dèles Tandis que fê tes religieuses et monuments sont cédés aux marchands du Temple.

18. Cf. Rachid Khettab : *«Les amis des frères. Dictionnaire biographique des soutiens internationaux à la lutte de libération nationale algérienne»*. Ed. Dar Khettab, 2012, 427 p.

19. 60% de la communauté expatriée, informe le président algérien le 07 octobre dernier.

20. Lire *«Il nous fallait des mythes ! La Révolution et ses imaginaires. De 1789 à nos jours»* de Emmanuel de Waresquiel, Tallandier, 2024, 448 p. R. Debray avait engagé une *ré flexion similaire, sous un angle différent, angé lologique et anthropologique, dans «Transmettre»*. O. Jacob, 1997, 202 p.

21. *Si non dans les querelles mémorielles mais aussi dans la mémoire affective de ceux qui, par-delà toute chicane, y sont nés et y ont laissé leurs racines*.

22. *S'y ajoute les monuments et objets de toute nature, rapatriés après 1962*. Cf. Alain Amato, «Monuments en exil» Editions de l'Atlantique, 1979, 253 p.

23. Cf. *«Par l'épée et par la charrue. Ecrits et discours de Bugeaud»*. PUF, Coll. Colonies et empires, *Les classiques de la colonisation*. 1948, 350 p. On peut dé couvrir sa conception de l'«ordre civil» dans un manuscrit relatant, de retour d'Algérie, son expérience de la lutte contre les é meutes à Paris en 1848. «La guerre des rues et des maisons», texte présenté par Maité Bouyssy. JP Rocher éditeur, 1997, 155 p.

7 Octobre 2024

Par Djamel Labidi

Le président Biden, y avait apparemment cru un moment et s'est vite ravisé. Le mensonge était, celui-là, trop gros. Il n'y avait aucune image, aucun témoignage des parents, aucune inhumation publique, rien, un pur mensonge à la Goebbels. Aujourd'hui, un an après, on n'en parle plus.

Mais les bébés palestiniens brûlés vifs, fracassés, désarticulés, eux, sont bien réels. Il y a ceux débranchés des couveuses. Il y a aussi ceux alignés, par dizaines, emmaillotés dans leur petit linceul, comme de petites poupées de cire. Ce sont des centaines d'images dans nos yeux, dans les yeux du monde. Des images vraies, celles-ci. Mais de ces bébés, les médias complices de silence sur génocide, ne parlent pas.

«LE POGROM»

En ce 7 octobre 2024, les bébés, les enfants de Gaza sont le dernier des soucis du système occidental. C'est la grande messe médiatique sur «le pogrom du 7 octobre 2023». Le mot pogrom a tout de suite été imposé comme élément du récit. Il a été répété, diffusé, matraqué par les médias et les thuriféraires d'Israël. Imagine-t-on mot plus absurde, dans ce cas. Un pogrom c'est, d'après les dictionnaires «des attaques violentes commises sur des juifs par des populations locales non juives et plus généralement une émeute sanglante dirigée contre une minorité ethnique ou religieuse». Or ici, il s'agit avant tout d'une attaque contre le dispositif militaire d'enfermement de Gaza. Preuve en est, 300 militaires israéliens ont été tués selon les autorités israéliennes elles-mêmes. Pour les autres destructions sur les kibboutz, jusqu'à ce jour, aucune commission d'enquête n'a été faite, et il est très vraisemblable qu'elles ont été commises par les forces israéliennes puisque elles l'ont été par des armes lourdes, dont ne disposaient pas les attaquants de Hamas. Et puis, on joue ici sur les mots, «attaques contre des juifs», évidemment puisqu'Israël est un Etat juif. Mais c'est un Etat, pas une minorité religieuse. S'il faut parler de pogrom, c'est au sujet de Gaza, pour la punir de s'être soulevée, révoltée, et en fait pour l'effacer. Le ghetto de Gaza s'est soulevé. A-t-on parlé de pogrom pour le soulèvement du ghetto de Varsovie. Il faut être sérieux ! On a, là, la mesure de l'atmosphère incroyable d'intoxication mentale qui règne en Occident sur Israël. Bref, les maîtres actuels de l'Occident estiment qu'ils peuvent faire croire à l'opinion occidentale ce qu'ils veulent.

LES ARABES, MÊME PAS UNE STATISTIQUE

Ce 7 octobre 2024, sur tous les plateaux et chaînes sous contrôle, les commentateurs rivalisent de compassion pour Israël et de tremolos dans la voix pour les victimes. 1.700 morts israéliens contre près de 50.000 morts et disparus et 100.000 blessés et mutilés pour les Palestiniens. Ça fait cher la vie israélienne à la bourse de la vengeance.

Le soir du 7 octobre, la mairie de Paris éteint la Tour Eiffel en signe de deuil. Pas une allusion, pas un mot sur les victimes palestiniennes, et désormais aussi sur les milliers de Libanais tués ou blessés. Pas une image les concernant dans les reportages.

On entendra même le porte-parole de l'armée israélienne féliciter un gros média, BFM TV, pour son reportage de ce

C'est bien connu. Le menteur ne se souvient pas de ses mensonges.

C'est comme cela qu'il se fait souvent «coincer». C'est le cas pour l'affaire du

mensonge, parmi bien d'autres, des «bébés décapités» lors de l'attaque du 7 octobre

2023. Le récit israélien les a aujourd'hui étrangement oubliés.

jour en Israël. On en est ébahi. Il n'y a pas d'autre mot. Jamais l'information n'a été aussi partisane, militante, méprisante pour la vie non occidentale. Aucune empathie, pas une émotion, pour Gaza, pour Beyrouth qui sont bombardés le même jour. S'ils faisaient le millième de ce qu'ils font pour Israël pour le peuple palestinien, pour celui du Liban. Dans ce monde absurde de l'Occident, les arabes, les musulmans ne valent rien. Ils ne sont même pas des statistiques de pertes humaines. Ils sont une menace.

En fait, l'Occident, aujourd'hui, a finalement renoncé à parler au reste du monde. Le système qui le dirige ne veut plus, ne peut plus par ses médias et ses serviteurs, qu'une chose : garder son influence sur l'opinion occidentale. Ils ne le savent pas encore, mais c'est déjà une défaite.

L'ANTISÉMITISME

Ce sera aussi le thème de la journée. Là aussi comme un seul homme, sur tous les médias. En France, on aligne les statistiques d'agression antisémite dans l'année. Comment ont-elles été établies ? Comment les vérifier ? Leur répétition, partout, sur toutes les chaînes du système, fait office de vérité. Alors que chaque jour de la vie d'un arabe, d'un noir est gâchée par le racisme banal, quotidien. On prétendra que les juifs fuient vers la France alors que tout le monde voit, dans les aéroports israéliens, les queues du départ pour les pays occidentaux. C'est une véritable campagne organisée par le système médiatico-politique. Elle se poursuivra plusieurs jours.

L'accusation antisémitisme est le dernier argument de l'Occident «sionisé». Il n'en a pas d'autre. Ils n'ont pas d'argument positif, une vision de progrès, de libération humaine. Ils ont peur. Ils craignent que leur opinion publique les lâche comme les signes en sont patents. Ils en sont arrivés à proposer, hors propos, des lois contre l'antisémitisme aux USA, en France. Ils n'ont même plus le sens de l'humour. Ils ont même fait la chasse à des humoristes, comme Dieudonné et d'autres qui dénonçaient les crimes d'Israël et son poids sur la vie politique française. Ils voient rouge dès qu'il s'agit d'une dénonciation d'Israël et même d'une simple critique.

LE TROPISME ISRAËLIEN

Ils renoncent même, pour l'amour d'Israël, aux sacro-saintes libertés, d'expression, de manifestation. On est ainsi convoqué par la police pour «incitation à la haine» dès qu'on brandit un drapeau palestinien.

Tout est fait pour assimiler antisionisme et antisémitisme. Cela permet de ratisser large. Un champion de la défense du sionisme, Elie Chouraqui, se lance, ce 7 octobre, dans la charge habituelle contre le parti de la «France insoumise». Il affirme : «Regardez comment Mélenchon parle des juifs de France». Un participant au plateau TV lui fait remarquer que «JL Mélenchon parle du sionisme d'Israël et non des juifs». Il rejette d'un geste dédaigneux la remarque : «C'est une question de sémantique, c'est la même chose». Israël=juif.

Le jour avant, le 6 octobre, BH Lévy dit la même chose. Il accuse l'ex-Premier ministre français gaulliste, Dominique de Villepin, qui vient de dénoncer une nouvelle fois le génocide de Gaza ainsi que les bombardements sur le Liban, d'avoir

«la haine des juifs, dont «Israël est le nom» (1). On remarquera cette expression. Elle est totalitaire. «Hors Israël pas de salut pour un juif», énonce-t-elle. Il n'est pas laissé de place à un juif de vivre son identité et son histoire en dehors d'Israël. Qui l'autorise à dire cela. Les juifs ont été juifs pendant des siècles sans être israéliens et en étant de tous les pays où ils étaient, comme c'est le cas pour les hommes des autres religions, dans tous les pays où ils sont.

En France, sur la question d'Israël, le système politico-médiatique au tropisme israélien en est arrivé même à préférer un dirigeant israélien étranger, Netanyahu, à leur propre président, Emmanuel Macron. C'est dire.

MACRON VERSUS NETANYAHU

Le 5 octobre, à la clôture du 19^e sommet de la Francophonie, le président Emmanuel Macron déclare : «Il n'est pas possible d'appeler chaque jour à nos côtés au cessez-le-feu et de continuer d'approvisionner Israël» en armes. L'allusion aux Etats-Unis est claire. Position on ne peut plus logique.

Aussitôt, les intellectuels ultra sionistes, toujours les mêmes, montent au créneau et envahissent des plateaux TV déjà acquis à leur tropisme israélien. Les mêmes, Elie Chouraki, Bernard Henry Lévy, Alain Finkielkraut, académicien, Arca-dy, un réalisateur de cinéma, Raphael Enthoven, présentiste comme philosophe et essayiste, etc. Pas très original d'être à la fois juif et sioniste.

Le lendemain de la déclaration du président Macron, Netanyahu réagit contre lui. Il déclare qu'il «mène la lutte de la civilisation contre la barbarie» et promet la «Honte» à ceux qui comme Macron veulent désarmer Israël. La campagne contre Emmanuel Macron est violente. Pourtant, celui-ci, a toujours été un soutien à Israël, parfois jusqu'à couvrir ses crimes, aux côtés des Etats-Unis au nom de «la légitime défense».

Le 7 octobre, le nom d'Emmanuel Macron est hué par l'assistance pendant le discours du nouveau Premier ministre au CRIF. Le CRIF reproche régulièrement aux autres «d'importer» le conflit israélo palestinien en France. Mais n'est-ce pas lui qui le fait ?

Le 11 octobre, sur la chaîne LCI, l'invité est Alain Finkielkraut. La journaliste qui l'accueille avec déférence, Margot Haddad, énumère avec lui, les «fautes», de Macron : «Il n'a pas participé à la manifestation contre l'antisémitisme, il a critiqué les attentats au biper, il propose d'arrêter la livraison d'armes à Israël, etc. Puis elle l'écoute religieusement parler longuement d'«antisémitisme d'importation en France». L'allusion aux arabes et musulmans de France est évidente. Un véritable appel à la haine et la répression contre eux.

Entre la France et Israël, entre le président Macron et le Premier ministre Netanyahu, les intellectuels sionistes français ont choisi manifestement leur camp. La logique du président Macron, et du monde entier, sur le lien entre le cessez-le-feu et l'arrêt de la livraison des armes, n'est pas manifestement la leur. Ce qu'ils disent est carrément délirant. L'un d'eux, Arca-dy, explique qu'un cessez-le-feu n'a pas de sens car «avec qui le faire ? De même pour la solution à deux Etats dont il se déclare partisan du bout des lèvres : «Avec qui la faire, des organisations terroristes» ?! Puis,

il va jusqu'à s'écrier, horrifié, scandalisé qu'il y a «des armes stockées à Beyrouth». Un scoop ! On pourrait lui dire «mais il y en a aussi en Israël». Cela rappelle ces westerns américains, où on interdisait aux indiens d'avoir des armes, jusqu'à les avoir tous massacrés.

En écho à Netanyahu, le mot «barbares» revient dans leur bouche à tous. Le propos est manifestement colonial et, même dans la droite ligne du vocabulaire fasciste. On n'a même pas à démontrer ce qu'ils sont ou sont devenus. Il suffit qu'ils parlent.

A les écouter, Israël tue les Palestiniens pour les libérer du Hamas, et les Libanais pour les libérer du Hizbollah. Le seul terme qu'ils emploient est celui «d'organisations terroristes». Le nom de Palestinien pour l'un et de Libanais pour l'autre n'est jamais prononcé. En somme, des sortes d'ovni, issues de nulle part, si l'on suit le récit israélien et des médias occidentaux affiliés.

Ils expliquent qu'ils envahissent le Liban pour en finir avec le Hizbollah, car c'est une «organisation islamiste bien plus dangereuse» que l'OLP. Ils versent, au passage, une larme bien sèche de nostalgie pour celle-ci. Hilarants. Ils oublient simplement que c'était le même argument d'Israël lorsque l'OLP était au Liban, «une organisation terroriste». Israël a envahi le Liban pour en expulser les Palestiniens. Il les a massacrés à Sabra et Chatila. Il y est resté douze ans jusqu'à la fondation du Hizbollah qui les en a expulsés.

LE DÉGOÛT

Entre le président français et le Premier ministre israélien, toute la «sionosphère» française n'hésite apparemment pas un instant. Cela donne une idée de l'influence d'Israël sur la vie politique et médiatique française.

Aux dernières nouvelles, le 14 octobre, Emmanuel Macron rappelle à Netanyahu qu'il ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU. Emmanuel Macron aurait-il caché un certain sens de l'humour. Le monde sioniste s'en étrangle de rage. Netanyahu, avec l'élégance de propos qu'on lui connaît, rappelle au président français et donc à la France les «crimes de Vichy contre les juifs».

Mais revenons à nos intellectuels sionistes et laissons le mot de la fin à Raphael Enthoven. Si on s'en souvient, le 5 novembre 2023, au tout début du génocide de Gaza, il avait dit : «Qu'il n'y a pas d'autre option que de bombarder Gaza, pour en conclure froidement que «toutes les différences sont donc entre les victimes et les gens qui tuent». Lui, spécialiste de l'inversion, et qui accusait Hamas «de prendre en otage la population palestinienne», accuse désormais, JL Mélenchon «de pratiquer l'inversion en qualifiant de terroristes les actes israéliens à la place de ceux de Hamas». Et au président Macron, «de parler des bombardements de Gaza et du Liban et d'oublier ceux d'Irak et d'Afghanistan». Etrange logique que celle de la justification de crimes par d'autres crimes.

Au bout du compte, face à tous ces propos, on n'a même plus de sentiments de révolte ou d'indignation, on est pris de dégoût. Tout simplement de dégoût.

(1) Dominique de Villepin lui fera une réponse superbe <https://www.youtube.com/watch?v=UszQ8Oq5bZ4>

Gare aux inondations !

Si certaines régions, comme la capitale ou l'est du pays sont concernées par ces risques d'inondations à l'orée de la saison automnale, tout le territoire est, en définitive, sensible à ce genre de catastrophes naturelles.



Par Cherif Ali

Comment expliquer sinon, qu'une pluie, aussi torrentielle soit-elle, pouvait en quelques heures seulement, submerger des pans entiers d'une ville voire une capitale comme Alger ? Des quartiers entiers, des parkings, des routes et des tunnels, se sont retrouvés sous les eaux très rapidement, causant d'importants dégâts.

Les autorités concernées avaient pointé du doigt la météo, expliquant que primo « la quantité d'eau tombée en trois heures [à Alger] équivalait à la quantité d'habitude enregistrée durant un mois complet » et secundo « les avaloirs, quelles que soient leurs capacités, qui n'avaient pas pu absorber les quantités de pluie tombées en un laps de temps réduit ».

Aujourd'hui, force est de constater qu'en l'absence de toute stratégie d'intervention des communes, à moyen et à long termes, les mêmes erreurs et les mêmes défaillances se reproduisent de manière cyclique, avec leur lot de drames humains et de dégâts matériels, à l'orée de chaque saison automnale. A leur décharge, il faut dire que les responsabiliser sur tout et rien, c'est quelque part aller vite en besogne au regard de la faiblesse des moyens mis à leur disposition !

Dans l'absolu, que peuvent-elles faire devant le « dérèglement climatique » qui touche l'ensemble des pays du bassin méditerranéen ? Anticiper, pour le moins, les événements, alerter les populations, secourir les sinistrés, les reloger même provisoirement, car c'est leur rôle !

Mais comme à chaque fois, la responsabilité est imputée à l'Office national de météorologie (ONM) : On lui reproche de ne pas cibler les localités exactes qui seront affectées par les intempéries, alors que son rôle se limite à donner des alertes à travers la diffusion des BMS (Bulletin météorologique spécial) en temps réel.

Raisonnablement, la météo ne peut faire face aux intempéries et aux inondations, d'autres facteurs interviennent justement dans cette situation. L'on cite souvent la mauvaise gestion des villes et la négligence. Les collectivités locales n'accordent pas beaucoup d'importance au curage des avaloirs et des regards de la voirie. Ces travaux qui devraient être entrepris en été, auraient certainement permis d'éviter leur obstruction par les premières pluies automnales et le refoulement de ces eaux !

LE RISQUE ZÉRO N'EXISTE PAS !

Quelle que soit l'importance des mesures préventives, il faut s'adapter pour faire face aux différents risques par la mise en œuvre de moyens humains et matériels appropriés. Les pouvoirs publics ont le devoir, une fois l'évaluation des risques établie, d'organiser les moyens de secours nécessaires pour faire face aux crises.

Cette organisation nécessite un partage équilibré des compétences entre l'État et les collectivités territoriales.

Le président d'APC est responsable de l'organisation des secours de première ur-



gence en déclenchant le plan « Orsec ». Ce plan, qui s'appuie sur les informations contenues dans le dossier d'information communal sur les risques majeurs, définit les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et les consignes de sécurité et enfin la mise en œuvre des dispositions d'accompagnement et de soutien à la population.

Le laisser-aller, l'absence, parfois, de plans « Orsec » et les interventions conjoncturelles d'un personnel non formé pour la circonstance aggravent la situation, quand la catastrophe se produit.

Les opérations d'entretien préventif, quand elles ont lieu, ne doivent pas, en principe, s'inscrire dans un calendrier saisonnier, dans la mesure où les calamités sont imprévisibles, n'ont cessé de répéter tous les spécialistes de la question.

Il y a aussi le manque d'informations concernant la consistance et l'état des moyens à mutualiser et à mobiliser à l'échelon national et aussi des ressources humaines à réquisitionner quand la catastrophe touche une ou plusieurs wilayas, ce qui laisse perplexe les responsables en charge de coordonner les secours, en l'absence d'un fichier central informatisé. Dans ce registre, un responsable du ministère des Ressources en Eau avait annoncé, il y a quelque temps, qu'un « Plan national de protection des villes contre les inondations » avait été établi, dans le cadre d'une stratégie allant jusqu'à 2030 ».

On a entendu aussi parler « d'une étude sur le phénomène des inondations en Algérie et les moyens de réduire leur impact », financée par l'Union européenne pour un coût de 1,2 million d'euros.

Simple effet d'annonce ou projets concrets, toujours est-il qu'au jour d'aujourd'hui, les inquiétudes demeurent et les Algériens se souviennent encore des drames causés par : - Les inondations de Bab El-Oued (10 novembre 2001) et les torrents de boue qui se sont déversés dans l'oued principal du Frais-Valon faisant 1.000 victimes et aucun responsable n'a été inquiété !

- Celles de Ghardaïa en 2008, quand des pluies diluviennes se sont abattues sur la région pendant 48 heures. En amont, elles ont trouvé comme réceptacle des oueds et de là, les eaux ont déferlé, débordé et emporté tout sur leur passage, à travers huit communes, dont celle située dans la vallée du M'zab Ghardaïa ! Le bilan s'est soldé par 49 morts, des dizaines de blessés et autant de personnes traumatisées, sans compter les

dégâts matériels qui se chiffrent en milliards !

Le « déchaînement des éléments » est-il le seul responsable de ce qui s'est passé à Ghardaïa, mais aussi à Bab El-Oued et toutes les régions qui en gardent encore les stigmates ?

Mais s'il venait à se produire une quelconque catastrophe dans une région où « on aurait fermé les yeux sur des habitations édifiées sur des conduites de gaz, ou des bâtisses construites dans des lits d'oueds, ou plus encore des travaux de réalisation ou de réfection bâclés par des entreprises non compétentes et qui auraient impacté, gravement, sur des citoyens ou leurs biens », chaque responsable, direct ou indirect, de cette situation aurait à répondre de sa négligence.

Il faut aussi reconnaître qu'en l'état, nos communes sont démunies devant ces périls ! La plupart d'entre-elles ne disposent même pas d'un « système d'alerte et d'information de la population ».

A cela, il faut ajouter le manque d'organisation des services de nettoyage et d'entretien ainsi que le laxisme de certains responsables locaux qui ne prennent pas les mesures d'anticipation qui s'imposent, en cette basse saison, et qui ne donnent même pas suite aux BMS spéciaux qui leur sont transmis ! Les oueds menacent nos villes et les alertes météo vont être fréquentes et il n'est pas question de se défaire sur les autres, comme l'a fait, par exemple, l'ancien maire d'Alger-centre dans un entretien qu'il a accordé à un journal en ligne. S'expliquant sur les inondations provoquées par les premières pluies qui ont bloqué la circulation automobile pendant des heures, il a affirmé : « je pense que cela s'est produit à cause des travaux qui sont en cours et notamment le sable utilisé dans les chantiers ».

A la question de savoir qui était responsable, le maire bottant en touche, a pointé du doigt les entreprises SEAAAL et Sonelgaz « qui font la sourde oreille à nos réclamations en refusant de remettre en état les lieux quand elles interviennent sur la chaussée, laissant sur place les gravats qui obstruent les avaloirs et les égouts ! »

CHAQUE HIVER, LES ORANAIS VIVENT LE CALVAIRE

Le moindre déplacement, la plus petite des activités se transforment en épreuves titanesques : rues gorgées d'eaux, boue, gravats jonchant la chaussée et bloquant la circulation automobile.

Cette situation qui, hélas se répète, est due

généralement à l'inexistence des réseaux d'évacuation des eaux de pluie ou à leur vétusté. On parle, aujourd'hui, de projets d'aménagements hydrauliques et de réalisation de nouvelles digues et d'avaloirs pour un coup de 12 milliards.

Est-ce à dire que les élus et les responsables locaux ont, enfin, pris leurs responsabilités en matière de prévention contre les risques d'inondation ?

Pour notre bonne compréhension, rappelons que la gestion du risque d'inondations est partagée entre l'Etat et les Collectivités locales. En matière d'intervention, la coordination interministérielle doit revêtir, obligatoirement, un caractère intersectoriel, ce qui n'est pas souvent le cas et les résultats s'en ressentent. Brahim Merrad, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, avait pourtant intégré dans la stratégie de son département, outre « l'amélioration des services publics » qui était pour lui une exigence, et qui est devenue aujourd'hui une réalité, la nécessité d'enclencher « un plan de réforme des collectivités locales » susceptible de les doter en nouveau mode d'organisation et de gestion, en mécanismes et outils, de manière à leur permettre de réaliser leurs objectifs.

Il faudrait organiser des cycles de formations en matière de « gestion des risques » pour les présidents d'APC, les doter en moyens de réalisation et d'intervention (camions et engins de toutes sortes), ces efforts doivent être absolument poursuivis, si l'on souhaite mettre au premier plan l'intelligence et l'innovation économiques, sortir de la dépendance des hydrocarbures et vivre de ce que nous pourrions produire.

Cela passe, nécessairement par l'engagement des responsables locaux, la dépénalisation de l'acte de gestion, mais également et surtout, par la « réforme des finances et de la fiscalité locales », celle-là même qui permettrait aux maires de valoriser leur patrimoine, profiter de leurs ressources et gisements fiscaux et partant, monter des projets et les financer sans recourir aux subventions de l'Etat. En un mot, il s'agirait de faire fonctionner les communes comme des « entreprises » !

La problématique des inondations doit être, à l'orée de cette basse saison, une priorité pour le gouvernement de Nadir Larbaoui et, par extension, une urgence pour les 1.541 maires du pays qui seront au premier plan en termes de prévention, d'intervention et de secours aux populations menacées.

Allocation « substantielle » touristique : déterminants du montant optimal

Par Reghis Rabah*

Il faut préciser d'emblée qu'il était tout à fait prévisible et attendu que l'autorisation donnée à chaque citoyen d'importer des véhicules de moins de trois ans, bien que fortement balisée, crée une tension dans les échanges parallèles de devise. L'offre qui provient principalement par le biais de la pension des retraités algériens ayant travaillé en France et parfois ailleurs, boostée par le surplus de la surfacturation des importateurs, ne suffit pas pour faire face à une demande, quand bien même cette demande est pervertie par les spéculateurs qui ont tenté de dévier des règles édictées. La réalité est là à laquelle il ne faudrait pas l'occulter par des subterfuges mais il s'agit bien d'un problème d'offre et de demande. En effet, 2024, selon les chiffres donnés par les organes de statistiques tunisiens de janvier à fin aout, il y a eu près de 1,9 million de touristes qui vont certainement terminer l'année 2024 à 2 millions. Le trafic passagers sur l'aéroport international d'Alger dépasserait, au cours de cette année, les 10 millions de voyageurs, soit au-delà des prévisions établies auparavant, notamment dans le sillage des diverses offres promotionnelles lancées par le pavillon national selon le premier responsable de l'aéroport.

Il reste bien entendu que ces chiffres ajoutés l'un à l'autre pourraient donner un nombre fallacieux du total des touristes qui pourrait avoir recours aux besoins des devises bancaires et le marché parallèle.

En effet, il y a des Algériens touristes en Tunisie qui partent par avion. Parmi ces voyageurs, il y a des usagers qui font plusieurs fois le voyage durant la période sus-citée.

Il y a aussi les travailleurs étrangers qui repartent soit définitivement, soit en récupération. Il faut enlever dans cette tranche d'étrangers, une grande partie des immigrants africains, chinois et syriens qui pratiquent le travail au noir, notamment dans le bâtiment et la restauration. Une partie de l'argent ainsi gagné leur sert pour vivre, une autre est échangée dans ce marché parallèle de devise pour les ramener avec eux une fois partis. Il y a aussi parmi ces voyageurs des immigrés algériens en visite familiale en Algérie en aller-retour. Donc, le nombre total plausible et crédible qui fréquente le marché parallèle de devise ne peut être que par un comptage extrapolé en 2024. On sait qu'en 2023, le nombre de touristes algériens sortant avoisine en arrondi 6 millions de citoyens. Les pays principalement fréquentés sont la Tunisie, et d'autres faisant partie de l'Union européenne (UE) notamment la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et maintenant certains pays de l'Est auxquels il faut ajouter l'Angleterre sortie de l'UE.

La Tunisie en pleine restructuration avec des réformes engagées vit une situation économique difficile du témoignage même de ceux qui y étaient cette année et qui ont constaté globalement la vie est chère sans compter les pénuries. De l'autre côté de la rive, la pandémie du Covid-19 devait assécher l'économie par une inflation voire une stagflation aggravée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Ceci, constataient aussi les touristes algériens cette année, la vie est aussi chère.

Partant de cette situation économique, on peut partir au moins pour deux années 2025 et 2026 sur ce niveau de voyageurs même s'il en arrive à de légers ajustements sans grande importance pour la tendance entreprise. Il s'agit de six millions de voyageurs demandeurs de l'allocation touristique et éventuellement fréquentent le marché parallèle. Que contient en détail ce nombre ? Touristes proprement dit, celui religieux (Omra et Hadj), allocation pour les missionnaires de différentes catégories socioprofessionnelles et tous secteurs confondus, allocation pour les soins médicaux, les migrants étrangers dont on a évoqué plus haut, la frange qui pratique les cabas pour ramener ce qui pourrait manquer dans le pays ; produits agroalimentaires, cosmétiques, vestimentaires, pièces de rechange pour véhicules, etc.

Quel est concrètement le montant de l'allocation susceptible de faire sortir le citoyen du guêpier de ce dictat devenu fatal par la circonstance des besoins ? Il ne faut pas qu'il soit faible pour maintenir le statu quo. Doubler, tri-

pler voire même quadrupler l'allocation actuelle de 95 euros ne changera pas la situation d'où la précision dans le communiqué du Conseil des ministres de « substantielle ». Il ne faut pas non plus suivre les pays du Maghreb parce que nous n'avons pas les mêmes contraintes économiques. Au Maroc, par exemple, l'allocation touristique est bien plus élevée, atteignant environ 10 000 euros par an.

En Tunisie, elle s'élève à 1864 euros. En Egypte, elle est de 10 000 euros. En plus ces pays n'ont pas une dualité des taux de change. En Algérie, pour atteindre l'objectif de donner un coup de frein au développement du marché noir, il faut limiter ce que gagnerait le voyageur de la différence entre le taux officiel et celui parallèle pour ne pas ouvrir une brèche pour des niches spéculatives qui aurait un effet inverse pour rendre ce processus contreproductif. Par exemple, un citoyen qui a le droit de changer 1000 euros au taux officiel de 150 000 dinars lui rendrait au marché parallèle à 250 000 dinars donc un gain sans valeur ajoutée ni travail d'ailleurs de 100 000 dinars. Il paye avec un séjour en Tunisie de 6 nuitées et 5 jours pour moins 45 000 dinars. Il lui reste 55 000 dinars, il la changerait en dinars tunisiens à la frontière pour 1 dinar tunisien contre 73 dinars algériens soit 753 dinars tunisiens. Il aurait donc passé un séjour en vacances avec du shopping « free ». Un autre exemple lors des promotions des billets Air Algérie en France qui atteignent parfois des prix très bas, pourrait inciter quelqu'un d'aller prendre un café à Marseille pour justifier le change et revenir avec un pécule appréciable pour terminer le mois sans effort physique sinon faire la chaîne à la banque. On dira peut-être tant mieux pour nos concitoyens mais au détriment du processus de freiner ce fléau du marché noir qui fera du Trésor public son principal pourvoyeur.

Ensuite quelle que soit la somme qui sera arrêtée, il va falloir tenir compte et rechercher la source de son financement. Sinon, en peu de temps, nos réserves de change fondront comme du beurre. Au vu de ce qui est dit, la fourchette est toute indiquée entre 500 et 1000 euros. Avec une préférence pour le minimum car elle ne chamboule pas les dépenses publiques et sa source de financement est toute indiquée. En effet, pour les 6 millions de voyageurs, le montant à prévoir sera de 3 milliards d'euros dont 850 millions d'euros sont pris en charge habituellement par le Trésor public et le reste sous forme d'une part d'une taxe de solidarité symbolique lors de l'achat des billets d'avion des usagers de la diaspora et pourquoi pas le flux transféré par nos compatriote de l'étranger. Ces deux paramètres varient d'année en année, cela permettra d'ajuster l'allocation vers le haut pro-

gressivement pour atteindre le maximum lorsque le marché parallèle disparaîtra de lui-même naturellement sans utilisation de mesures coercitives. Donc l'idéal serait ne pas espérer et promettre d'éradiquer ce fléau mais freiner son développement restera fort possible. Il disparaîtra lorsqu'il n'y aurait plus de demandeurs. L'augmentation substantielle du montant de l'allocation touristique en est une voie mais pas la seule. Il y a donc tout un processus.

ATTENTION AUX PRESSIONS VERS DES MESURES COERCITIVES

Il ne suffit pas de constater devant un hémicycle de représentants du peuple du jour au lendemain que le marché de devise du square Port Saïd « est une banque à ciel ouvert » (01). Désormais, ce constat est devenu une évidence visible à l'œil nu par le commun des mortels. Il se faisait à ciel fermé lorsqu'on prenait les devises à l'étranger et payer en Algérie.

Penser une seconde l'enrayement avec une loi ou des contraintes policières est incontestablement un leurre. Il s'agit d'un lieu de rencontre de demandeurs et d'offreurs et sa présence au Port Saïd n'a rien de symbolique mais choisie par des circonstances. Ces offreurs et demandeurs, s'ils décampent du Port Saïd, ils se rencontreront ailleurs parce que les pouvoirs ont compris qu'il s'agit d'un besoin social élargi à celui des activités économiques par la force de la régulation de ses circuits.

C'est le seul marché qui tend vers la perfection car sa variation est quasi dépendante de l'offre et de la demande et difficilement accessible par les forces exogènes. La preuve, la Banque centrale qui détient le monopole officiel du marché monétaire n'a pu l'enrayer pourtant elle veille à ce que la monnaie soit stable pour éviter que le circuit économique connaisse des dysfonctionnements incontrôlés. Elle a donc préféré de l'approcher par des mesures d'une manière progressive malgré son stricte interdiction, il reste toléré d'où la présence des milliers de lieux de change dans chaque ville en Algérie. Ces deux marchés vivent côte à côte en fonction d'abord de l'utilité qui renvoie à la demande et l'offre disponible parfois discutable surtout dans son évaluation globale en ce qui concerne le marché parallèle que « certains » s'aventurent à l'estimer à 10 milliards de dollars. Il est clair que la Banque centrale n'a pas failli pour œuvrer à la stabilité du dinar sur le marché officiel déstructuré par le volume des importations certes nécessaires mais ont subi l'effet d'une forte inflation voire stagflation due au Covid-19 pour que l'euro atteigne en 2022,

160 dinars aujourd'hui il revient à 150 dinars. Le marché parallèle par contre continue de fluctuer en fonction de l'utilité pour atteindre aujourd'hui : 1 euro à 250 voire plus de dinars. L'Algérie n'est pas la seule dans cette dualité des taux de change

Les pays qui par un triplotage de leurs démarches économiques ont subi une dégradation de leur situation ces dernières décennies, ont opté pour une dépréciation fréquente de leurs monnaies comme voie pour rechercher les équilibres financiers. Ils ont par cette solution favorisé les marchés parallèles de change. La Banque mondiale (BA) a recensé 24 dont 14 ont « un écart entre le taux officiel et le taux parallèle supérieur à 10% (02), l'Algérie en fait partie. Pour l'analyse de la BA, ces taux parallèles sont « onéreux et exposent les participants au marché à de fortes distorsions, ils sont associés à une accélération de l'inflation, entravent le développement du secteur privé et les investisseurs étrangers provoquant un ralentissement de la croissance ». Dans une telle configuration apparaîtra une iniquité entre les acteurs qui peuvent se procurer des devises au taux officiel et ceux qui sont contraints de s'adresser aux marchés parallèles. Cette situation favorisera la constitution d'une niche pour la corruption par la surfacturation au détriment du Trésor public. Donc, c'est à ce niveau que les pouvoirs publics devront faire attention au lieu de s'adonner à la répression sous cette pression parlementaire et autre pour faire plaisir à son électorat ou vise à créer un mécontentement populaire. Non seulement elle agit en conséquence mais tente de freiner le processus de surfacturation qui lui-même pourvoyeur des devises au marché parallèle. Il faut reconnaître lit-on dans ce document de la BA, l'Algérie est mieux classée dans la liste des 24 pays Emergents et en Développement (PEPD). Elle est 10^{ème} dans cette liste mieux que l'Argentine et l'Ethiopie, retenus parmi les 5 du Brics. En effet, son écart entre le taux officiel et celui parallèle se situe actuellement autour de 60% contre 90% en Argentine et 88% en Ethiopie.

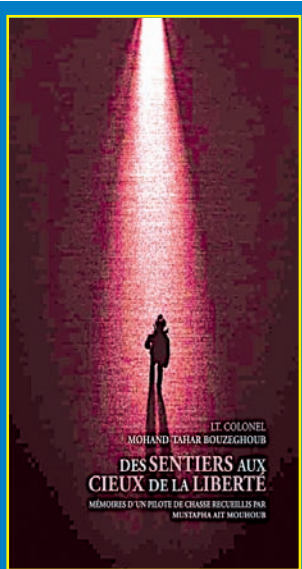
*Consultant, Economiste Pétrolier

Renvois

1-https://l.facebook.com/
l.php?u=https%3A%2F%2Fwww.tsa-
algerie.com%2Fmarche-noir-de-la-devise-en-algerie-un-
depute-denonce-le-square%2F%3Ffbclid%3DIwAR0aUd
ISZDTKpgFSGNd07wYSVW4udWIIEkUjij-
w7Ula07y4dmHolXRj2J08wE=AT3Q5yRznuYWRE1-
b770kdEgVVeXShYvBsiJyWZ662ilmziGdNvYkf6Ulay
TFC9nYTHHM02F9cNjHqk4d0
DkzwihDOol2WiyWP90gmohiE_DAd907
OLqE6TBXIIlGRpAlHkUaL
-https://blogs.worldbank.org/fr/opinions/taux-de-change-
paralleles-developpement?fbclid=IwAR3ojQE
VvR2JzulubP15SeRoy4IHG1WuQjOWQjWX-
UqTfzcko8rKTVEE1w7R8kEm

Héros de guerre et... de paix !

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

**DES SENTIERS AUX
CIEUX DE LA LIBERTÉ.
MÉMOIRES D'UN
PILOTE DE CHASSE.**
Recueillis par Mustapha
Aït Mouhoub. Récit du
Lt.Colonel Mohand-Tahar
Bouzegehoub. Editions
Rafar, Alger 2024, 179
pages, 1.000 dinars.

Bien sûr, il a fait partie de la première promotion de pilotes (avions de chasse) et ce, en pleine guerre de libération nationale...

Bien sûr, il a participé, à partir de septembre 1962, à la création des premiers escadrons de l'Armée de l'air de l'Algérie indépendante et il a participé à des guerres (1963 contre l'agression marocaine, puis en 1967 et en 1973 en Egypte contre l'entité sioniste et enfin en 1975 pour surveiller les frontières nationales ouest pour faire

face, à nouveau, à un voisin belliqueux mais velléitaire)... Bien sûr, il a été gestionnaire d'entreprises publiques stratégiques (Air Algérie et SNTA), puis... ministre (des Industries légères)...

Bien sûr... Mais, avant tout cela, il a été un jeune Algérien qui, alors qu'il aurait pu finir ses études supérieures à Jamaà Zitouna de Tunis, malgré l'austérité et l'exclusion infligées aux autochtones par le régime colonial et ses complices locaux, avait préféré «monter au maquis» pour participer, les armes à la main, à la guerre de Libération nationale.

Le hasard a voulu qu'il soit assez rapidement immergé dans les régions les plus sensibles et affecté auprès de grands combattants... non sans rencontrer bien des problèmes. Il est vrai que certaines régions - dont les Aurès, tout particulièrement, après la disparition tragique, en mars 1956, de Mostefa Ben Boulaid - connaissaient des situations assez graves. Il fut même mis au cachot par des dissidents dans la région de Tamza et il allait peut-être connaître un plus mauvais sort, n'eut été la présence du futur Colonel Amirouche alors en voyage d'inspection et de contrôle, et mandaté par le Cce.

Quelques révélations : - A l'indépendance, l'Algérie disposait de 56 pilotes (18 sur avions de chasse, 14 sur bombardiers, 21 sur avions de transport et 3 navigateurs) pour 80 techniciens / Hosni Moubarak a séjourné à Laghouat alors qu'il était à la tête d'un escadron de bombardiers lourds, mis en sécurité - durant toute une année - en Algérie / Au total, en 1973, à partir d'octobre, 50 appareils et 54 pilotes, accompagnés d'un nombre important de techniciens, sont allés en Egypte... et «aucune armée arabe n'a fourni autant de matériel et de personnel», durant deux ans de séjour... et deux pilotes sont décédés (Drif Mohamed et Ghafor Cheikh) et trois appareils perdus...

L'Auteur : Né le 2 février 1937, à Ilmayène, village des Bibans, enfant de la tribu Sylline, orphelin de père

dès 1955, conjuguant animation culturelle et activité politique pour la cause indépendantiste en France même, aux côtés de Mourad Bourboune, entre autres (il fut arrêté en 1958 et emprisonné assez longtemps en France, aux Baumettes puis à Angers. Il s'évada de prison en 1961 pour se rendre en Tunisie).

Après le coup d'Etat du 19 juin 1965, recherché en Algérie par la police pour ses idées trop marquées de gauche, il se voit obligé de se réfugier... en France. Il participe à la création de l'ORP en 1967. Et, très proche de Georges Habbache (du FPLP), une nouvelle aventure, celle du combat pour la liberté des autres, en l'occurrence les Palestiniens (avec le Rassemblement unitaire des révolutionnaires (RUR), allait commencer... dans le plus grand secret. Il va devenir «l'homme aux cent visages» (...)

Mohamed Boudia décédé, il sera assez vite vengé par un groupe de jeunes palestiniens, le «commando Mohamed Boudia»... avec un attentat-suicide à la voiture piégée dans un centre de loisirs de Tel Aviv. La première opération «kamikaze». Carlos entreprendra aussi une série d'attentats. A noter que «les dirigeants algériens ont refusé, après sa mort, qu'il soit enterré en Algérie... et ce n'est qu'«avec l'avènement de Chadli Bendjedid qu'on permit le rapatriement de son corps et il fut inhumé au cimetière d'El Kettar, presque incognito». Plusieurs vies, plusieurs morts !

L'Auteur : Un homonyme du héros. Né à Ouled Ben Abdel-

à l'âge de deux ans; premières scolarités en zaouia traditionnelle et à l'école publique coloniale, épreuves du maquis, de la prison, faim et horreurs de la guerre... proche du Colonel Amirouche... témoin des dissensions entre les factions de l'ALN, envoyé à l'étranger (Egypte, Syrie, Chine, Irak, Urss) suivre des études de pilote de chasse, participations aux guerres arabes contre l'occupant sioniste... cadre militaire... responsable d'entreprises publiques et ministre (gouvernement Kasdi Merbah)

Table des matières : Avant-propos/Chapitre I : Enfance à Ilmayène/ Chapitre II : Inévitable passage à Jamaa Zitouna à Tunis/ Chapitre III : L'Appel des Aurès/ Chapitre IV : Les Aurès dans la tourmente/ Chapitre V : Rêver aux cieux/ Chapitre VI : Engagement après l'Indépendance/ Epilogue/ Annexes/ Album photos/ Table des matières

Extraits : «La répression sauvage et les violences inouïes infligées aux Algériens, en ce mois de mai 1945, fut à l'origine d'une rupture radicale avec le système colonial» (p 35), «Dans le maquis, la mort pourrait s'inviter à chaque instant, au tournant d'une piste, au cœur d'un sentier, sur le lit d'un oued, entre deux thalwegs... Il fallait s'habituer à son intimité» (p 63), «Grâce à Adjoul et à son efficacité, Ben Boulaid était le plus en avance en matière d'armement parmi ses camarades du Groupe des 22, y compris celui des six» (p89)

La Révolution armée-du Avis moins une assez bonne partie- racontée avec détails par un homme de terrain qui a eu la «chance» d'échapper à des règlements de comptes, d'occuper des postes d'observation (et d'action)- clés. De l'histoire-inventaire qui se lit (et se déguste) d'un trait.

Citations : «Celui qui maîtrise le terrain et sait utiliser sa configuration a forcément une longueur d'avance lors des combats» (p71)

kader (Chlef) en 1944. Etudes primaires et secondaires à Oran, Ecole normale nationale d'enseignement technique d'El Harrach, Professeur d'enseignement technique théorique, Directeur de collège(...)

Extraits : «C'est le seul qui a su allier le militantisme politique et l'activité culturelle... Il était journaliste, écrivain et dramaturge» (p 12), (...), «Mohamed Boudia était un humaniste. Il faisait bien la différence entre les sionistes et les israéliens» (p 25)

Un hommage à un monument des causes de libération nationale. Un texte plus militant qu'essai complet et rigoureux. On a vu bien mieux sur le personnage et la personnalité de Boudia... mais, c'est toujours ça. Comme toujours, je n'apprécie guère les digressions inutiles (...)

Citations : «La course au pouvoir a, de tout temps, été à l'aube de plusieurs injustices vis-à-vis de héros et de gens qui pouvaient donner un plus à l'essor tant politique que scientifique et social à un pays nouvellement indépendant et qui avait besoin des facultés de tous ses enfants» (p 61), «Mohamed Boudia a été assassiné par deux fois. La première par ses propres compatriotes et la seconde par les services secrets israéliens» (p 63).

*(Fiche de lecture déjà publiée le 9 juillet 2028, in www.almanach-dz.com/histoire/bibliotheque dalmanach. Extraits pour rappel)

Mémoire occultée
le 17 octobre 1961Par Mustapha
Aggoun

Une page sombre et douloureuse de l'histoire franco-algérienne ne s'est écrite dans les rues de Paris, alors que des centaines d'Algériens pacifiques, réclamant la justice et la dignité, ont été brutalement réprimés par la police française. Cet événement tragique, bien que longtemps occulté, demeure l'un des symboles les plus poignants de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, mais aussi du déni de reconnaissance et de responsabilité de la part des autorités françaises.

Le Front de Libération Nationale (FLN), qui menait la lutte pour l'indépendance algérienne, a appelé les travailleurs algériens en France à se soulever contre une mesure oppressive : le couvre-feu imposé par Maurice Papon, directeur de la police de Paris. Ce couvre-feu, destiné à restreindre les mouvements des Algériens, reflétait une politique discriminatoire profondément ancrée, marquée par la méfiance, la peur et le racisme systémique à l'égard des immigrés nord-africains.

Face à cette injustice, des milliers d'Algériens ont fait preuve d'un immense courage en répondant à l'appel du FLN. Ils se sont rassemblés pacifiquement, défilant dans la capitale française, avec l'espoir de se faire entendre, de revendiquer leurs droits et de protester contre l'inégalité flagrante dont ils étaient victimes. Ils savaient le risque qu'ils couraient, mais leur cause dépassait la peur ; elle représentait un combat pour la liberté, non seulement pour eux, mais pour l'ensemble de leur peuple.

La réponse des autorités françaises fut d'une violence inouïe. Ce qui devait être une manifestation pacifique s'est rapidement transformé en un carnage. La police, sous les ordres de Papon, a réprimé la foule avec une brutalité sans précédent. Des coups, des arrestations massives, des tortures, des déportations. Environ 12.000 Algériens furent arrêtés ce jour-là, beaucoup d'entre eux soumis à des traitements inhumains. Certains furent jetés dans la Seine, condamnés à une mort atroce. Le nombre exact des victimes de cette nuit sanglante demeure incertain. Les estimations varient, les responsables algériens évoquant entre 300 et 400 morts, tandis que d'autres sources parlent de 450. Mais au-delà des chiffres, c'est l'horreur de la répression qui reste gravée dans les mémoires. Une violence aveugle, menée par une police qui n'hésitait pas à frapper sans discernement, contre des hommes et des femmes dont le seul crime était de vouloir être traités comme des êtres humains. Maurice Papon, au cœur de cette répression, n'était pas étranger aux politiques oppressives. Ancien collaborateur du régime nazi. En tant que directeur de la police

à Paris, il appliqua des méthodes qui rappelaient tristement les heures les plus sombres de la collaboration. Son rôle dans les événements du 17 octobre 1961 illustre une continuité de la violence d'État, justifiée par la haine raciale et l'obsession de maintenir l'ordre colonial.

Après cette nuit tragique, la France, au lieu de reconnaître l'ampleur de la tragédie, choisit l'occultation. Les autorités françaises se sont efforcées de dissimuler les événements du 17 octobre, minimisant leur gravité.

Pendant des décennies, la France a re-fusé de reconnaître officiellement sa responsabilité dans ce massacre. Les archives furent verrouillées, les témoignages marginalisés, et les rares voix s'élevant pour demander justice, étouffées. Cette amnésie institutionnalisée a laissé des blessures ouvertes dans les mémoires algériennes et françaises, et la réconciliation reste un chemin semé d'embûches tant que cette page noire comme tant d'autres n'est pas pleinement reconnue.

Ce n'est qu'à partir du début des années 2000 que de timides tentatives de reconnaissance ont vu le jour. En 2001, un mémorial a été inauguré à Paris en hommage aux victimes du 17 octobre 1961, un premier geste symbolique qui, bien que significatif, reste insuffisant face à l'ampleur de l'injustice commise. En 2011, à l'occasion du 50^e anniversaire des événements, un projet de loi a été proposé par le député Patrick Banucci pour reconnaître officiellement le massacre, mais la résistance institutionnelle demeure forte.

Aujourd'hui encore, les autorités françaises minimisent l'ampleur des événements, ne reconnaissant que trois morts officiels. Cette négation persiste, empêchant toute véritable réconciliation. Le refus de regarder en face les atrocités commises contre des citoyens algériens sur le sol français révèle une fracture profonde dans la mémoire collective, un gouffre entre ceux qui se battent pour la vérité et ceux qui préfèrent l'oubli.

Le massacre du 17 octobre 1961 est bien plus qu'un événement historique isolé. Il incarne la violence d'un système colonial en fin de course, prêt à tout pour maintenir son emprise sur une population aspirant à la liberté. Mais il révèle aussi les fractures profondes au sein de la société française, incapable de faire face à son passé colonial. La quête de vérité et de justice pour les victimes de ce massacre reste une nécessité, non seulement pour les familles des victimes, mais aussi pour l'avenir des relations entre la France et l'Algérie.

Reconnaître pleinement les événements du 17 octobre, c'est aussi reconnaître la souffrance de tous ceux qui, dans l'histoire, ont été opprimés, marginalisés, et privés de leurs droits les plus fondamentaux. C'est un pas nécessaire vers une mémoire partagée, une réconciliation authentique et une compréhension plus juste de notre passé et notre lutte pour la liberté.

Station de dessalement de Cap Blanc L'inauguration prévue fin décembre



J. Boukraa

Mardi, lors de sa visite de travail et d'inspection sur le chantier de la station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, située dans la commune d'Aïn El Kerma, le wali d'Oran, M. Saïd Sayoud, a annoncé avec satisfaction que les travaux avaient atteint un taux d'avancement supérieur à 90%. Cette station, d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes d'eau potable par jour, constitue un projet stratégique pour sécuriser l'approvisionnement en eau de la wilaya d'Oran et des régions avoisinantes. M. Sayoud a également confirmé que la mise en service de la station est prévue pour la fin de l'année 2024, en conformité avec les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui viendra lui-même procéder à l'inauguration de cette installation clé. Il a souligné l'importance de ce projet dans le cadre

du programme d'urgence national visant à renforcer la sécurité hydrique du pays. Lors de cette visite, le wali a annoncé que le processus de recrutement avait déjà débuté pour les employés qui prendront en charge la gestion de cette nouvelle infrastructure. À ce jour, 90 travailleurs ont déjà été recrutés, et ce nombre pourrait augmenter en fonction des besoins opérationnels de la station, qui sera gérée par une entreprise nationale spécialisée. M. Saïd Sayoud a précisé que la plupart des installations principales, y compris les réservoirs d'eau d'une capacité de 30.000 à 50.000 mètres cubes et les stations de pompage, sont quasiment achevées. Les équipements nécessaires, actuellement en transit au niveau des ports de Djen Djen et d'Alger, seront réceptionnés incessamment alors que d'autres sont déjà arrivés à la station. Les travaux de génie civil sont achevés, et le raccordement électrique est également en place.

Le wali a salué le travail des équipes sur le terrain, insistant sur le fait que cette installation est réalisée à 100% par des compétences algériennes, sous la supervision d'entreprises nationales telles que l'Algerian Energy Company (AEC) et d'autres filiales du groupe Sonatrach. Au-delà de la wilaya d'Oran, cette station jouera un rôle essentiel pour l'approvisionnement en eau des wilayas voisines, notamment Mascara, Relizane, Aïn Témouchent et Tiaret. Ce projet fait partie du plan national de construction de cinq stations de dessalement d'eau de mer à travers le pays, initié par le président et Tiaret. Ce projet fait partie du plan national de construction de cinq stations de dessalement d'eau de mer à travers le pays, initié par le président et Tiaret. Ce projet fait partie du plan national de construction de cinq stations de dessalement d'eau de mer à travers le pays, initié par le président et Tiaret.

Pour parer aux problèmes des inondations Lancement d'un recensement des habitations à risque

D.B.

En parallèle aux opérations d'expertise des immeubles et du relogement des familles, les services techniques des secteurs urbains de la commune d'Oran viennent d'être instruits pour le recensement des habitations situées à proximité des oueds, au-dessus des falaises et des bassins versants, apprend-on de sources proches de l'APC. Nos sources indiquent que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions prises par le gouvernement pour éviter les catastrophes liées aux changements climatiques.

Les secteurs urbains et les services de l'urbanisme ont été aussi instruits pour interdire toute construction à proximité des sites sus-cités. Sans préciser la date exacte, nos interlocuteurs affirment que le recensement débutera dans les tout prochains jours. Les responsables concernés sont tenus de présenter une cartographie des zones inondables et des fiches techniques pour des projets de préservation des sites et zones inondables. Pour les constructions situées aux abords des oueds et au-dessous de falaises, elles doivent faire l'objet de démolition et des dispositions doivent être prises pour le relogement des familles. Bien avant ces instruc-

tions, les responsables de la wilaya avaient pris des dispositions pour le relogement de plus de 500 familles installées dans des constructions de fortune dans deux oueds des Planteurs et Ras El Aïn, dans le cadre de la restructuration du quartier Les Planteurs. Des sites qui avaient fait, à maintes reprises, l'objet d'inondations et dont les constructions ont été éradiquées. Le recensement ainsi que les cartographies seront transmis à la wilaya. Par ailleurs, les responsables de la wilaya d'Oran et à leur tête le wali ont pris des mesures urgentes afin de parer à toutes éventualités en cas de fortes précipitations et éviter les scénarios catastrophiques de plusieurs autres wilayas de l'intérieur. Dans ce sens, des réunions regroupant les différents acteurs en charge du traitement des eaux pluviales sont tenues régulièrement.

Ces rencontres permettent d'avoir un aperçu de la situation actuelle des opérations de curage des avaloirs, du nettoyage des oueds et accotements des routes. A cet effet, la wilaya d'Oran avait insisté sur la mise en place d'une cartographie exhaustive des points noirs et tout autre risque qui pourrait engendrer un danger pour les citoyens en cas de fortes précipitations que ce soit dans les groupements urbains ou sur les axes routiers surtout aux ronds-points.

En outre, les maires en collaboration avec les responsables des ressources en eau et des travaux publics ont été chargés de mettre sur pied un plan de travail pour intervenir dès les premières pluies afin d'éviter toute inondation.

Oran, par sa position géographique a déjà été exposée à de terribles inondations. La gestion de crise en cas d'inondation peut être renforcée, mais rien n'empêchera ce genre de catastrophe. En effet, plusieurs quartiers et cités entières ont souffert à la moindre pluviosité, des flaques et des lacs d'eaux pluviales se constituent, obstruant tout accès et toute circulation automobile. La protection de certaines communes contre les inondations est l'une des priorités du secteur de l'hydraulique à Oran. Car il faut le reconnaître, les Oranais, piétons et automobilistes, sont habitués à vivre, la mort dans l'âme, chaque hiver, des situations des plus pénalisantes, lorsque la pluie aidant, pratiquement tous les avaloirs de la ville sont rapidement obstrués, créant dans les ronds-points notamment de véritables bassins où toute circulation devient impossible. Le moindre déplacement, la moindre activité se transforme en épopée et en épreuve «décathlonienne». Rues et ronds-points gorgés d'eau, quartiers inondés par les eaux pluviales et la boue.

Benfréha La liste des bénéficiaires des 215 logements sociaux affichée

À la grande satisfaction des demandeurs, après une attente prolongée, la liste des 215 bénéficiaires de logements sociaux dans la commune de Benfréha a été officiellement publiée hier matin. Cette annonce marque une étape cruciale dans le processus de distribution des logements sociaux, un secteur où la demande a fortement augmenté ces dernières années dans la commune. Les critères de sélection ont été rigoureusement établis pour garantir transparence et équité. Parmi les principaux critères retenus figurent les revenus des ménages, la composition familiale ainsi que la situation actuelle des candidats en matière de logement. Chaque dossier a été scrupuleusement vérifié à travers le fichier national du logement afin de s'assurer que seuls les ménages répondant aux conditions requises puissent en bénéficier.

Malgré cette avancée significative, le nombre limité de logements disponibles face à une demande croissante continue de générer des frustrations pour une grande partie de la population. Bien que les autorités locales aient mis en place des dispositifs pour répondre aux besoins des plus démunis, de

nombreuses familles restent encore en attente. L'affichage de la liste des bénéficiaires a provoqué des réactions contrastées : d'un côté, des sentiments de soulagement et de joie pour ceux qui ont été retenus ; de l'autre, une profonde déception pour les non-sélectionnés, en particulier ceux vivant dans des conditions précaires. Conscientes des tensions que cela peut engendrer, les autorités locales réaffirment leur engagement à faire du logement social une priorité absolue. Cependant, il est clair que la gestion de la distribution de logements sociaux demeure un défi de taille, en raison de l'augmentation constante du nombre de demandeurs. Pour ceux qui n'ont pas été retenus, un recours est possible.

Conformément à l'article 41 du décret exécutif n°142/08 du 5 novembre 2008, les citoyens disposent de huit jours après l'affichage des listes pour déposer leurs réclamations auprès des services compétents. Chaque recours sera examiné individuellement, afin de garantir que chaque dossier soit traité de manière juste et transparente, en tenant compte des besoins réels des familles.

J.Boukraa

Hassi Bounif Vaste opération de nettoyage dans la commune

Dans le cadre des efforts continus pour améliorer l'environnement et protéger la santé publique, la wilaya d'Oran a lancé une vaste opération de nettoyage dans la commune de Hassi Bounif.

Cette initiative a débuté le 5 octobre et se poursuit avec détermination. Elle est menée par l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique (CET). L'opération a pour principal objectif l'élimination d'une décharge sauvage qui affectait la région depuis plusieurs années. Pour ce faire, des actions concrètes sont mises en place, telles que la collecte et le tri des déchets, la couverture des sols et le nivellement du terrain. Pour assurer l'efficacité de cette campagne, des moyens conséquents ont été déployés. L'entreprise a mobilisé des camions, de 2,5 tonnes et 15

tonnes, ainsi que des équipements de levage spécialisés. Grâce à ces efforts, des dizaines de ces points noirs ont déjà été nettoyés. Cette campagne est avant tout une réponse aux préoccupations des citoyens de Hassi Bounif, qui avaient exprimé leur inquiétude face à l'impact négatif des décharges sauvages sur leur environnement. Cette opération n'est qu'une étape dans un plan global visant à renforcer la gestion des déchets et à développer des espaces verts durables dans toute la wilaya. Le travail se poursuit, et les résultats obtenus jusqu'à présent témoignent de l'importance de la mobilisation des ressources locales et de la collaboration entre les différentes instances pour faire de Hassi Bounif une commune modèle en matière de gestion environnementale.

J.Boukraa

Commercialisation de drogue et organisation de traversées clandestines Trois réseaux démantelés, kif et cocaïne saisis

K. Assia

Les éléments de la 1^{ère} circonscription de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont réussi à démanteler trois réseaux spécialisés dans la commercialisation des stupéfiants dont de la drogue dure et aussi dans l'organisation des traversées clandestines par mer. Sept individus ont été arrêtés et deux kg de kif traité, 100 gr de cocaïne, une embarcation dotée d'un moteur de 115 CW, quatre gilets de sauvetage, cinq véhicules en plus d'un montant de plus de 37 millions de centimes

provenant de l'activité criminelle des membres de ces réseaux ont été récupérés par les enquêteurs. En effet, l'exploitation des informations indiquant que des individus commercialisent les stupéfiants dans les milieux urbains a permis aux policiers de les identifier et surtout de dévoiler l'autre activité criminelle à laquelle ils s'adonnent et qui est l'organisation de traversées clandestines par mer moyennant d'importantes sommes d'argent. Ils seront présentés au tribunal pour détention et commercialisation de stupéfiants et organisation de traversées clandestines.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

MAHFOUD Saliha, 67 ans, Arzew
FAFA Houaria, 63 ans, Ibn Sina
BENSALAH Abdelhamid, 70 ans, Albert 1^{er}
TEMAMRA Mohamed, 71 ans, Relizane

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 rabie ethani 1446

El Fedjr 05h47	Dohr 12h49	Assar 16h00	Maghreb 18h30	Icha 19h47
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Chlef

Deux tentatives d'émigration clandestine avortées

Abbad Miloud

Des informations sont parvenues à la brigade de gendarmerie de Sidi Abderrahmane faisant état d'individus projetant d'émigrer clandestinement par voie maritime à partir d'une plage de Sidi Abderrahmane. Immédia-

tement, les gendarmes se sont déplacés sur les lieux et ont procédé à l'arrestation de 15 individus un mineur.

Par ailleurs, des gendarmes de la brigade de Talassa en collaboration avec les garde-côtes Ténès ont arrêté 15 candidats à l'émigration clandestine dont 2 femmes, 2 mineurs et un ressor-

tissant soudanais qui étaient sur le point de quitter le territoire national. Les gendarmes ont saisi 2 embarcations, 2 moteurs, 100 litres d'essence, 150 euros et des portables.

Les mis en cause, issus de plusieurs wilayas du pays, ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes.

Mostaganem

Deux réseaux de passeurs démantelés

La brigade de lutte contre le trafic de migrants, relevant de la Sûreté de wilaya de Mostaganem, a démantelé deux réseaux spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par mer et arrêté trois individus instigateurs de ce type d'activités illégales, indique, mardi, un communiqué de ce corps de sécurité.

La même source a précisé que l'opération a été menée à la suite d'une plainte émanant de deux femmes, indiquant avoir été escroquées par deux suspects d'une somme d'argent contre la promesse d'embarquement pour une traversée clandestine en mer. Les investigations approfondies menées par les policiers en un temps record ont abouti à l'identification des deux suspects, un homme et une femme, a fait savoir la même source.

S'agissant de la seconde affaire traitée par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de migrants de cette wilaya côtière, la même source indique



que cette brigade a reçu une plainte émanant d'une dame disant également avoir été escroquée d'une somme d'argent pour être "acceptée", en compagnie de son fils mineur, parmi les candidats à l'émigration clandestine. L'enquête diligentée par les policiers a donné lieu à l'arrestation de l'instigateur principal de cette activité illégale, a fait savoir la même source, ajoutant que deux procédures judiciaires

ont été engagées à l'encontre des suspects, qui ont été présentés devant le parquet près le tribunal de Mostaganem.

Ces derniers devront répondre des chefs d'accusation de tentatives d'organisation de sorties illégales du territoire nationale via un accès non frontalier, dans le cadre d'un réseau criminel spécialisé, pour l'obtention de bénéfices financiers, conclut le communiqué.

Tiaret

Comment booster l'aquaculture ?



Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a reçu mardi à Alger, le député de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la circonscription électorale de la wilaya de Tiaret, Lakhdar Diba Chehba, en vue d'écouter les préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère.

La rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, a permis d'évoquer "les moyens de développer l'activité de l'aquaculture en eau douce dans cette wilaya, notamment

celle intégrée à l'agriculture, compte tenu de la vocation agricole de la wilaya de Tiaret ainsi que ses atouts naturels et climatiques favorables, outre les mécanismes de développement des programmes de formation liés à cette filière".

Le ministre a passé en revue "la nouvelle vision du secteur ainsi que le soutien technique et les mécanismes d'accompagnement accordés aux investisseurs, à l'instar de la filière de l'aquaculture en eau douce qui a bénéficié d'incitations financières et fiscales dans le cadre de la loi de finances pour

2024", ajoute la même source.

M. Badani a souligné l'accompagnement du ministère, avec ses différents services, de toutes les propositions et les projets d'investissement dans ce domaine, à même de créer une valeur ajoutée et de contribuer activement au développement de l'économie nationale.

A l'issue de cette rencontre, il a été proposé l'organisation d'une journée d'étude sur l'investissement dans le domaine de l'aquaculture en eau douce dans la wilaya de Tiaret avec la participation d'experts et d'encadreurs du secteur.

Béchar

La nouvelle faculté de médecine ouverte l'année prochaine

La nouvelle faculté de médecine de 2.000 places de l'Université Tahri Mohamed de Béchar (UTMB) sera ouverte aux étudiants le début de l'année prochaine, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Cette imposante structure de l'enseignement supérieur, où le wali, Mohamed Said Ben Kamou s'est récemment rendu pour effectuer une visite d'inspection du chantier en voie de finalisation, sera inaugurée le début de l'année prochaine, en vue de renforcer les structures du secteur de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique dans la région, notamment en matière de formation des praticiens de la santé et la promotion de la recherche médicale, a-t-on indiqué. Implantée au nouveau pôle universitaire de Lahmar sur plus de cinq (5) hectares, la nouvelle faculté de mé-

decine permettra la délocalisation de l'actuelle faculté qui n'arrive plus à répondre adéquatement aux besoins pédagogiques, a-t-on expliqué de même source. Une enveloppe de plus de deux (2) milliards DA a été dégagée, au titre du programme sectoriel, pour la concrétisation de ce projet universitaire doté de huit (8) bâtiments et comprenant quatre (4) amphithéâtres d'une capacité d'accueil globale de 1.000 places, six (6) salles de travaux dirigés (TD), vingt-quatre (24) laboratoires, quarante (40) bureaux pour les différentes utilités scientifiques et pédagogiques, en plus d'une bibliothèque de 250 places et d'autres servitudes, a ajouté la source. 120 étudiants sont inscrits cette année en faculté de médecine, soit une hausse de cent pour cent par rapport aux années passées, selon les services de la wilaya.

Mascara

Près de 11.000 unités de boissons alcoolisées interceptées

Belkecir Mohamed

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de boissons alcoolisées, la police de Sig a mis en place des points de contrôle aux alentours de la localité. A 3 h du matin, un fourgon a été repéré à l'entrée Ouest, mais celui-ci, arrivé au niveau du barrage, ne s'est pas arrêté. L'alerte a été immédiatement donnée et le

véhicule a été stoppé au niveau d'un second barrage. Il a été constaté que le conducteur était dans un état d'ivresse et transportait un chargement de boisson alcoolisée évaluée à 10.956 unités. L'enquête a établi qu'il avait un complice qui a été appréhendé à son tour. La marchandise a été saisie, le fourgon immobilisé et les deux compères ont été placés sous mandat de dépôt.

Tlemcen

Trafic de drogue : 23 affaires traitées

Les éléments de la direction régionale des Douanes de Tlemcen ont procédé, depuis le mois de janvier, à la saisie de 49.650 kilos de kif traité et 70.803 comprimés de psychotropes, a indiqué, mardi, un communiqué de la cellule de communication de cette direction. La même source a précisé que, durant la même période, il a été procédé, en coordination avec l'Armée nationale populaire (ANP), au traitement de 23 affaires en lien avec le trafic de drogues et de psychotropes, ayant permis la saisie de cette quantité de produits prohibés et l'arrestation et la présentation devant les instances judiciaires de 39 individus.

Le bilan fait également état de la saisie d'un pistolet automatique (PA) et 95 balles, un fusil harpon, 8 jumelles, 25 caméras de vidéosurveillance, 3 drones et 75 kilos de polyamide, a-t-on fait savoir de même source.

Par ailleurs, 20 individus ont été arrêtés, durant cette même période, qui a été marquée aussi par la saisie de 323 cartouches de cigarettes et 103.638 paquets de tabac à chiquer, outre 10.283 unités (canettes et bouteilles) de boissons alcoolisées et des sommes d'argent en monnaies étrangères, constituées notamment de 8.440 euros, 33.000 francs suisses, ainsi que 100 grammes de métal jaune et six pièces de Louis d'Or.

Les douaniers de la direction régionale de Tlemcen ont procédé, durant les dix premiers mois de cette année, à la saisie de diverses marchandises, constituées, notamment, de 141 boîtes de médicaments, 2.921 kilos d'effets vestimentaires, de chaussures usagées, de 200 unités d'habillement, 586.520 kilos de bananes, 174 kilos de blé tendre, 12.699 kilos de différentes variétés de fruits, du chocolat et de boissons gazeuses.

Saïda

Le réseau du gaz renforcé

Plus de 2.000 familles de la wilaya de Saïda ont bénéficié du gaz naturel à la faveur du raccordement de leurs foyers au réseau de cette source d'énergie, du début de cette année à ce jour, a-t-on appris de directeur de distribution de l'électricité et du gaz. M. Medjahed Abderrahmane a précisé à l'APS qu'il a été procédé, durant l'année en cours, au raccordement au réseau de gaz naturel de 2.001 foyers répartis à travers différentes zones d'habitation de la wilaya, indiquant que le raccordement de ces foyers s'inscrit dans le cadre

du programme national mis en œuvre par les pouvoirs publics pour la généralisation de l'accès à cette source d'énergie et aux commodités qu'elle induit dans la vie quotidienne. La longueur du réseau réalisé au profit des zones d'habitation ciblées est estimée à 79 kilomètres, dont la concrétisation a été assurée par la société de distribution de l'électricité et du gaz, ajoute-on de même source. Il convient de signaler que la longueur totale du réseau de gaz naturel est estimée, dans la wilaya de Saïda, à 1.124 kilomètres pour 105.050 abonnés.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de RELIZANE
NIF : 0976.16010.020057AVIS DE CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE
RESTREINT « Etude et Suivi »
N° 16 /2024

En application des dispositions des articles 36 et 39 de la loi N°23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles relatives aux marchés publics, et aux articles 42, 47 et 48 du décret présidentiel n° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

L'office de promotion et de gestion immobilière de RELIZANE lance un concours national d'architecture restreint Etude et Suivi « TCE+VRD » des 1110/2000 logements publics locatifs LPL année 2024 répartis comme suit :

- **Projet: 20 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De SIDI LAZREG.**
- **Projet:40 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De SIDI SAADA.**
- **Projet:40 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De KALAA.**
- **Projet:40 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De OULED SIDI MIHOUB.**
- **Projet:40 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De DAR BENABDELLAH.**
- **Projet:50 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De MENDES.**
- **Projet:50 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De OUED EL DJEMAA.**
- **Projet:60 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De HAMRI.**
- **Projet:60 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De MERDJA SIDI ABED.**
- **Projet:60 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De DJEDIOUIA.**
- **Projet:80 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De OUED RHIOU.**
- **Projet:90 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De OUED RHIOU.**
- **Projet:100 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De OUED RHIOU.**
- **Projet:100 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De BELHACEL.**
- **Projet:100 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De AMMI MOUSSA.**
- **Projet:180 Logements Publics Locatifs LPL, Au Titre De L'année 2024, Commune De MATMAR.**

01-CONDITIONS D'ELIGIBILITE:

Le présent concours national d'architecture restreint Etude et Suivi, s'adresse aux architectes et aux bureaux d'études inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité, justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

1- Cas de Soumissionnaire SEUL :**a- Capacités professionnelles**

- Une copie de l'agrément de l'année en cours, délivré par le conseil national de l'ordre des architectes (CNOA).

b- Capacité financière :**• Pour les 180 Logements:**

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire cumulé des trois (03) dernières années (2021, 2022,2023) égal ou supérieur à 30.000.000,00 DA, justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers, déposés et visés par les services des impôts.

• Pour les 100,90 et 80 Logements:

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire cumulé des trois (03) dernières années (2021, 2022,2023) égal ou supérieur à 20.000.000,00 DA, justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers, déposés et visés par les services des impôts.

• Pour les 60,50 et 40 Logements:

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire cumulé des trois (03) dernières années (2021, 2022,2023) égal ou supérieur à 8.000.000,00 DA, justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers, déposés et visés par les services des impôts.

• Pour les 20 Logements:

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire cumulé des trois (03) dernières années (2021, 2022,2023) égal ou supérieur à 3.000.000,00 DA, justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers, déposés et visés par les services des impôts.

C- Capacités techniques :**Références professionnelles :**

- **Pour les 180 Logements:** Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet « étude et suivi » de 100 logements ou plus y compris VRD (en un seul tenant) ou deux projets d'équipement publics classés à la catégorie « B » ou plus.
- **Pour les 100,90 et 80 Logements:** Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet « étude et suivi » de 70 logements ou plus y compris VRD (en un seul tenant) ou deux projets d'équipement publics classés à la catégorie « B » ou plus.
- **Pour les 60,50 et 40 Logements:** Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet « étude et suivi » de 30 logements ou plus y compris VRD (en un seul tenant) ou un projets d'équipement publics classés à la catégorie « B » ou plus.
- **Pour les 20 Logements:** Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet « étude et suivi » de 10 logements ou plus y compris VRD (en un seul tenant) ou un projets d'équipement publics classés à la catégorie « B » ou plus.

Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrage publics portant l'intitulé et la catégorie du projet, délai du marché contractuelle et la date de réception des travaux.

2- CAS DE SOUMISSION EN GROUPEMENT :

Pour justifier de l'éligibilité du soumissionnaire en groupement solidaire d'architectes et/ou de bureaux d'études, il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement dans leur globalité. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier pour chacun d'entre eux l'ensemble des capacités exigées, dans le cahier des charges ; à l'exception de l'agrément délivré par l'ordre national des architectes exigé pour l'ensemble des membres de groupement.

Le groupement doit être impérativement solidaire.

Remarque:

01- Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

02- Les moyens humains et matériels ayant servi à l'éligibilité du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

02- RETRAIT DES CAHIER DES CHARGES:

Les candidats intéressés remplissant les conditions d'éligibilité sus énumérées, peuvent retrait les cahiers des charges auprès de la direction générale de office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Relizane (département finance et comptabilité – DFC- 3^{ème} étage, bureau n° 06) dont le siège social est sis à l'adresse suivante : Bd .Zeghloul cité berrezga wilaya de Relizane.

Les cahiers des charges peuvent être téléchargés du site officiel de l'office via la page Facebook (voir la page de l'office de promotion et de gestion immobilière) à travers le lien électronique suivant « <https://tinyurl.com/cdc202410> ».

Néanmoins, les soumissionnaires ayant téléchargés les cahiers des charges sont tenus de se présenter auprès du département finances et comptabilité – DFC- de l'office le jour du dépôt des dossiers des candidatures pour s'inscrire sur le registre de retrait cahiers des charges.

Le cahier des charges doit être retiré par les candidats soumissionnaires ou leurs représentants dûment désignés à cet effet, dans le cas d'un groupement momentané, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulation contraires dans la convention de groupement.

Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours national d'architecture restreint. Objet du présent avis.

03-PRESENTATIONS DES OFFRES:

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, Les candidats intéressés par le présent concours national d'architecture restreint Etude et Suivi sont invités à remettre le dossier de candidature, qui comprend :

- 1- Une copie de l'agrément de l'année en cours, délivré par le conseil national de l'ordre des architectes (CNOA);
 - 2- Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
 - 3- Une déclaration de probité ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
 - 4- Une copie du statut pour les personnes morales ;
 - 5- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, conformément aux conditions d'éligibilité sous - énumérées et détaillées contenues dans l'article 04 du cahier des charges.
 - 6- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le soumissionnaire.
- Tous les documents doivent être lisibles et en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

Le dossier de candidature est inséré dans une enveloppe cachetée, selon le format suivant :

DOSSIER DE CANDIDATURE	
Dénomination du soumissionnaire:.....	
Adresse du soumissionnaire :	
« Concours National d'Architecture Restreint N°...../..... »	
Maîtrise d'œuvre de	

Cette enveloppe est mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention citée ci-dessus:

A Monsieur le Directeur Général de L'OPGI de la Wilaya de Relizane	
« Concours National d'Architecture Restreint N°...../..... »	
Maîtrise d'œuvre de	
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »	

04-LIEU DE DEPOT DES OFFRES:

Les offres doivent être déposées au niveau de :

La Direction Générale de L'OPGI de la Wilaya de RELIZANE « BUREAU D'ORDRE GENERAL »

Siège Social : Bd. ZAGHLOUL Cité BERREZGA W-RELIZANE

05- DUREE DE PREPARATION DES OFFRES :

La durée de préparation des offres est fixée ci-dessous à compter de la date de la première publication de du concours, dans deux quotidiens nationaux de la presse écrite ou dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), selon les phases suivantes:

- **10 jours ouvrables pour le dossier de candidature :** les candidats sont invités dans une première phase à remettre uniquement les plis des dossiers de candidature.

NB : Le dossier de candidature ne fera pas l'objet d'un complément de dossier.

- **21 jours pour l'offre technique, prestations et financière :** Les candidats présélectionnés à l'issue de la 1^{ère} phase, seront invités par voie de presse à remettre leurs offres techniques, de prestations et financières. La date et l'heure limite de dépôt des offres (technique, de prestations et financière), sera comptée à partir de la date de la première parution de la publication dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou les quotidiens nationaux de la presse écrite.
- Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

06- DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES:

La date et l'heure limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 10^{ème} jour à compter de la première parution du présent avis de concours dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, à 13 h 30 (heure limite).

07- OUVERTURE DES PLS:

L'ouverture des plis aura lieu le même jour de dépôt des offres à 14.00 h au siège de la direction générale de l'office salle de réunion (salle N° 09).

Si ce jour correspond à un jour férié ou de repos légal, l'ouverture aura lieu le premier jour ouvrable suivant aux mêmes heures.

Le présent avis d'appel d'offre tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour y assister.

La durée de validité de l'offre est de quatre-vingt-dix (90) jours augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature.

LE DIRECTEUR GENERAL

EMPLOIS

■ Pharmacie à Sidi El Bachir, Oran, cherche vendeur (se) qualifié (e) Tel : 0699.41.24.39

TERRAINS

■ Terrain à vendre à Boufatis (w. d'Oran), centre du village à 20 mn d'Oran, 3.500 m², deux entrées – Tél : 0771.80.60.21

APARTEMENTS

■ Vds des apparts F2-F3-F4-F5 cuisine équipée, box pour voiture, placards, dans une résidence à Fernand-ville - Bir El Djir - HLM - USTO - Maraval - Tél : 0560.07.67.88 - 0660.88.46.15

■ Vend F4 au 12^e étage (avec 2 ascenseurs) et bache à eau, à côté de l'Université USTO. Prix négociable 820 millions – Tél : 0551.25.30.54

■ Vds appart F4, 144 m² résidence neuve, de 7 étages, 2 par palier, très bien située, à Akid Lotfi pas loin du hôtel Méridien Oran – Tél : 0775.10.76.28

PENSÉE

Cela fait dix-huit (18) ans depuis que nous a quittés notre chère et regrettée sœur

KIDARI Karima Amel
en cette douloureuse circonstance nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée et e récrire la Fatiha en sa mémoire

إنا لله وإليه راجعون



DIVERS

■ Un groupe d'enseignantes donne des cours de soutien individuel, à domicile, niveaux primaire et moyen et préparation au BEM en mathématique, physique et science naturelle. Intéressé appelez : 0784.26.06.05 - 0542.60.17.20

PENSÉE

Pensée pour

Hadj BENTAGA

Mostefa

Cela fait 12 ans, le 17/10/2012, depuis que tu m'as quitté pour un monde meilleur ; on est tous appelé à cette demeure éternelle. Que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis. Je demande à tous ceux qui t'ont connu de prier pour toi.

Ton fils Hadj Karim



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya De Tiencem

Daira De Sebdo

Commune D E Sebdo

Service Des Comptabilités

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N° 07/2024
NIF : 098413015112833

Le président de l'APC de Sebdo Relance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 07/2024 pour la réalisation du projet suivant :

Approvisionnement en denrées alimentaires au profit de cantine scolaire en lot séparé au profit de commune de Sebdo L'année /2025)

Lot 01 : Alimentation Général et pain ordinaire

Lot 02 : Fruits et légumes

Lot 03 : Viandes blanches fraîches et non surgelée et œuf

Les candidats qualifiés intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès des services de la commune contre paiement d'une somme représentant les frais d'impression. 5000.00 DA. Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière

dossier de candidature, un offre technique et une offre financière sont inséré dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention dossier de candidature, offre technique ou offre financière selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres-Appel d'offre N°07/2024 - l'objet de l'appel d'offre »

NB : Les offres dépassant 48 heures de délai de livraison seront rejetées

Dossier de candidature :

Dossier de candidature :

- Déclaration de candidature remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges

- Une déclaration de probité remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

- Les statuts pour les sociétés ;

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires :

A/ Capacités professionnelles :

- Registre de commerce : qualifié dans le domaine

B/ Capacités financières :

- les bilans financiers visés par les services des impôts des (03) trois dernière année soit (.2021-2022-2023) ou les déclarations d'impôts (G12), ou G50.

- Références bancaire

C/ Capacités techniques :

- Moyens de livraisons :

- camions frigorifiques appropriés

Justifiés par les copies des cartes grises et assurance.(location notarié valable jusqu'a 31/12/2025 ou Propriété)

2- Offre technique :

L'offre technique doit comprendre ce qui suit :

Pour chaque lot une déclaration à souscrire remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges

- mémoire technique

- le cahier des charges n° 07/2024 revêtu, en sa dernière page, à l'endroit indiqué à cet effet, du cachet et de la signature du soumissionnaire, précédés de la mention manuscrite : Lu et accepté ;

3- L'offre financière

doit comprendre ce qui suit :

Pour chaque lot une lettre de soumission remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

Bordereau des prix unitaires rempli, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

Détail quantitatif et estimatif rempli, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

Quittance de paiement d'une somme 5000.00 da représentant les frais d'impression

Les offres devront être déposées auprès du bureau de marché de la commune de Sebdo boulevard 1er novembre. La durée de préparation des offres est fixée à dix jours (10) jours à compter de la 1ère parution du présent avis sur l'un des quotidiens nationaux ou le BOMOP de 08 heures à midi (12 h). Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour à 13 heures 30 m si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires restant engagés par leurs offres pendant un délai de 98 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Sebdo le 2024... 10
Mr Le président de L'APC

ANEP N° 2431012969 Le Quotidien d'Oran 17/10/2024

Projet industriel sur Oran

Domaine Métallurgie, recherche :

Manager technico-commercial.

Formation et expérience avérée

Contact :

structec.dz.31@gmail.com



الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط - بنك
Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance-Banque

DIRECTION DU RESEAU COMMERCIAL ORAN CENTRE 400

AVIS DE VENTE PAR ADJUDICATION N°01/DRCOC/2024

La Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance-Banque, Direction du Réseau Commercial Oran Centre, met en vente sous plis cachetés et au plus offrant avec possibilité de crédit auprès de la CNEP-Banque, 24 locaux commerciaux situés à Hai FELLAOUÇEN EL-BAHIA, Wilaya d'Oran.

Programme	N° Bâtiment	N° Local	N° Lot	Surface M²	Mise à prix en TTC/DA
24 locaux Commerciaux Hai FELLAOUÇEN EL-BAHIA Oran	B3	1	/	48.06	6 110 204,22
	B3	2	/	59.76	7 597 707,12
	B3	15	/	54.46	6 923 881,02
	B3	17	/	55.34	7 035 761,58
	B4	18	/	45.74	5 815 246,38
	B4	22	/	43.00	5 466 891,00
	B6	23	/	48.05	6 108 932,85
	B4	25	/	72.71	9 244 131,27
	B6	26	/	68.00	8 645 316,00
	B1	35	/	45.00	5 721 165,00
	B1	44	/	82.96	10 547 285,52
	B2	47	/	72.24	9 184 376,88
	B3	50	/	61.29	7 792 226,73
	B3	51	/	61.29	7 792 226,73
	B4	52	/	82.36	10 471 003,32
	B4	55	/	82.96	10 547 285,52
	B8	56	/	65.50	8 327 473,50
	B8	57	/	47.13	5 991 966,81
	B8	58	/	49.52	6 295 824,24
	B7	60	/	51.94	6 603 495,78
	B4	68	/	85.65	10 889 284,05
	B3	70	/	74.32	9 448 821,84
	B2	71	/	73.96	9 403 052,52
	B1	73	/	60.19	7 652 376,03

Les personnes physiques et morales intéressées par le présent avis sont invitées à se rapprocher de l'agence CNEP-Banque Oran Wilaya (401) sise à Boulevard Zirout Youcef Oran (Cité Lescure), pour retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de Deux Mille Dinars (2000,00 DA) pour chaque lot.

Les soumissions seront déposées à la même adresse, sous double plis cacheté.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et portera la mention suivante :

Secrétariat Permanent du Comité d'Ouverture des Plis
Direction du Réseau Commercial Oran Centre 400
Avis de vente par Adjudication N°01/DRCOC/2024
A ne pas Ouvrir

La date limite des dépôts des offres est fixée à Trente (30) jours calendaires à partir de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le lendemain de la clôture des dépôts des offres au niveau de la Direction du Réseau Commercial Oran Centre à 09h30.

ANEP N° 2416032617 Le Quotidien d'Oran 17/10/2024

TF1

20.10 Master Crimes



Série policière - France - 2024
Saison 2 - Episode 1/6
Avec Muriel Robin, Anne Le Nen, Nicolas Briançon, Olivier Claverie
Un crime surprenant secoue Louise Arbus et ses étudiants : un homme est découvert pendu dans un atelier de peinture thérapeutique, reproduisant la pose du Penseur de Rodin. Pour élucider ce mystère, l'équipe doit plonger dans l'univers artistique de quatre femmes tourmentées, qui dévoilent leurs véritables personnalités à travers leurs créations.

2

20.10 Envoyé spécial



Présenté par Elise Lucet
«La France malade de ses normes ?» : En 20 ans, le code de l'environnement a gonflé de 689%, celui du commerce de 365% et celui de la consommation de 333%. Pour les agriculteurs, les entreprises et les citoyens, le ras-le-bol face à l'accumulation de règles est de plus en plus récurrent. La multiplication des réglementations impacte aussi les communes, parfois tenaillées entre des exigences contradictoires.

3

JEUDI

20.05 Le canal des secrets



Téléfilm policier - France - 2020
Avec Annelise Hesme, Aurélien Wiik, Annie Grégorio
Dans l'Aude, le cadavre de Sandrine Richomme, coincé dans une écluse du canal du Midi, est découvert. Les premières constatations sont accablantes pour son mari Etienne, qui est juge. Une brillante commissaire parisienne, Izia Moreno, est mandatée pour enquêter.

CANAL+
GRANDECRAN

20.04 Monuments Men



Film de guerre - Allemagne - Etats-Unis - 2014
Avec George Clooney, Matt Damon, Bill Murray, Cate Blanchett
1943, la guerre bat son plein. Militaires et civils paient un lourd tribut. Et plus symboliquement les arts et la culture sont, eux aussi, visés. À Amsterdam, Varsovie, Paris, Milan et dans d'autres grandes villes du Vieux Continent, les nazis font main basse sur des centaines d'œuvres classées au patrimoine mondial de l'humanité.

6

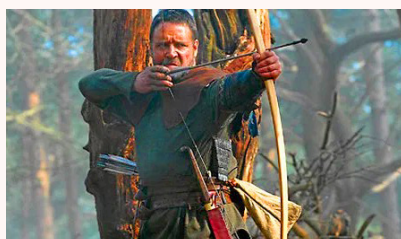
20.10 Le meilleur pâtissier



Saison 13
- Le tour de France des gâteaux
Présenté par Laëtitia Milot, Cyril Lignac, Mercotte
Pour cette deuxième soirée placée sous le signe des spécialités françaises, le jury met d'abord au défi les douze candidats de réaliser un étonnant gâteau : un gâteau en forme de wagon de train représentant au mieux leur région. Pour l'épreuve technique, ils doivent ensuite reproduire une viennoiserie du boulanger Quentin Billeau.

TFX

20.05 Robin des bois



Film d'aventures - Royaume-Uni - Etats-Unis - 2010
Avec Russell Crowe, Cate Blanchett, Max von Sydow, William Hurt
À l'aube du treizième siècle, Richard Coeur de Lion, roi d'Angleterre, meurt. A Nottingham, Robin découvre l'étendue de la corruption qui ronge son pays. Il se heurte au despotique shérif du comté, mais trouve une alliée en la personne de la belle et impétueuse Lady Marianne.

CANAL+

20.04 Time



Série de suspense - Grande-Bretagne - 2023
Saison 2 - Episode 3/4
Avec Jodie Whittaker, Lisa Millett, Louise Lee, Nicholas Nunn
Orla doit faire aux conséquences de ses propres actes et se retrouve face au mur. Elle apprend une mauvaise nouvelle alors qu'elle tente de se réconcilier avec Kyle. Toujours affectée par ses récents déboires, Abi parvient à remonter la pente petit à petit, soutenue par Kelsey et Marie-Louise.

TMC

20.25 Spider-Man : Homecoming



Film fantastique - Etats-Unis - 2017
Avec Tom Holland, Michael Keaton, Robert Downey Jr., Marisa Tomei
A New York, Adrian Toomes et ses ouvriers travaillent sur le vaste chantier laissé par le combat entre les Avengers et des extraterrestres. Mais, débarqués sans ménagement par le gouvernement, ils n'ont que le temps d'escamoter un peu de technologie extraterrestre avant de quitter le chantier.

TF1

20.10 Le maître du jeu



Saison 1 - Episode 2
Présenté par Laurent Ruquier
Célébrité immense, connue de tous, son visage et son nom sont familiers, mais personne ne soupçonne qu'il est en réalité un Maître du Jeu machiavélique. Qui est-il ? Douze célébrités reçoivent une invitation mystérieuse pour participer à un jeu d'enquête dans une demeure isolée où rien ne se déroule comme prévu. Connues pour leurs rôles de policiers ou leur passion pour les énigmes, elles devront découvrir l'identité de l'énigmatique hôte.

2

20.05 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2022
Saison 4 - Episode 6
- Le prix à payer
Avec Jean-François Balmer, Corinne Masiero, Catherine Frot
Olivier Garcin, banquier d'une cinquantaine d'années, est retrouvée mort sur le bas-côté d'une route de campagne, à proximité de sa voiture. Chargée de l'enquête aux côtés du lieutenant Desprez, la capitaine Marleau interroge Florence Rougier, la dernière personne que la victime a appelée.

3

VENREDI

20.05 Eternel Aznavour, le concert événement



Cette soirée musicale commémore le centenaire de Charles Aznavour, coïncidant avec la sortie du film "Monsieur Aznavour". Des artistes français interprètent ses plus grands succès, dont "La Bohème", "Emmenez-moi" et "Hier encore". Un orchestre de 22 musiciens les accompagne. Le spectacle intègre des images d'archives rares issues de la collection privée d'Aznavor.

ACTION

19.50 American Nightmare 4 : Les Origines



Thriller - Etats-Unis - 2018
Avec Y'lan Noel, Lex Scott Davis, Joivan Wade, Patch Darragh
Pour faire passer le taux de criminalité en dessous de un pour cent le reste de l'année, les 'Nouveaux Pères Fondateurs' testent une théorie sociale qui permettrait d'évacuer la violence durant une nuit dans une ville isolée. Cependant, lorsque l'agressivité des tyrans rencontre la rage de communautés marginalisées, le phénomène va s'étendre au-delà des frontières de la ville test jusqu'à atteindre la nation entière.

6

20.10 Cauchemar en cuisine



Après 28 années en tant qu'employé en restauration, Alexis a repris l'année dernière un établissement à Thoissey, une commune d'Auvergne-Rhône-Alpes. Si au début, son affaire fonctionnait, au fil des mois, les clients ont déserté les lieux, plongeant aujourd'hui le gérant dans une situation financière très critique. Philippe Etchebest va-t-il réussir à lui venir en aide ? A son arrivée sur place, le chef découvre les raisons de la catastrophe.

CINE +
PREMIER

19.50 Babylon



Comédie dramatique - Etats-Unis - 2022
Avec Brad Pitt, Margot Robbie, Diego Calva, Jean Smart
Hollywood, années 1920, l'industrie est en train de passer du cinéma muet au cinéma parlé. Ce film "Babylon" suit l'ascension et la chute de quelques individus, dont Nellie LaRoy et Jack Conrad, à une époque où la décadence et la dépravation sont omniprésentes dans cette industrie.

CANAL+

20.09 Loups garous



Présenté par Panayotis Pascot, Fary, Mister V
Adapté du jeu de société "Les loups-garous de Thiercelieux", ce jeu de stratégie est animé par les humoristes Panayotis Pascot, Fary Lopes, et Maître V. Le principe est simple. Dans un village fictif, treize joueurs au profil singuliers (une mathématicienne, un ancien espion de la DGSE, un comportementaliste, ou encore un mentaliste...) endossent le rôle de villageois ou de loups-garous.

CINE +
FRISSON

19.50 La 5ème vague



Film de science-fiction - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2016
Avec Chloë Grace Moretz, Nick Robinson, Ron Livingston
Dans un monde post-apocalyptique, la Terre est frappée par une terrible menace. «Les autres», des extraterrestres, ont un objectif : détruire toute forme de vie humaine sur la planète. Après quatre attaques funestes, Cassie se prépare à affronter la cinquième vague et essaie de retrouver son frère.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Entrée dans les affaires étrangères.
- Pas en vigueur. Ordre à donner.
- Péril jaune. Convient à vermeil à l'Anglais.
- Butée. Connue au plus haut point.
- Vague à l'âme.
- Extrait. Coup de caisse. Dans le vent.
- Avec ça, sûrement que ça marchera ! Oiseau à camail. Est à tu et à toi.
- Fait la pas fine bouche ! Chiqués.
- Penser du bien.
- Possessif. Bissac.

Verticalement:

- Toc, toc !
- Bingue. Vaut 77. En tout lieu..
- Rendent gorge.
- Pris. Haute hypothèse.
- Objets de recherche. Prises en compte.
- Bout d'ébène. Cela va de soi !
- Montant indéfini. Se méritent pour leur tête !
- A savant, savant et moitié ! La poule d'Adolf.
- Pièce. Contre indicatif.
- Livré à domicile.

T	B	T	R	A	C	E	U	Q	I	N	A	C	E	M
N	I	R	E	I	L	N	O	I	T	N	E	T	E	D
E	Q	E	T	T	N	O	D	E	C	A	N	S	E	N
M	U	I	E	N	O	R	D	H	R	R	I	C	I	
E	E	C	F	E	S	O	E	E	E	S	O	R	T	
S	R	I	E	M	S	N	G	R	T	I	O	E	T	
U	E	P	R	E	U	I	N	T	C	A	P	L	O	
E	L	E	E	L	O	O	E	N	E	I	R	E	L	R
I	B	T	G	B	M	M	E	S	R	L	E	U	I	C
C	B	E	A	A	E	E	S	D	R	O	N	U	A	D
N	I	R	T	R	S	E	T	U	A	P	I	E	M	R
E	R	F	E	E	M	R	P	I	B	L	M	T	A	O
L	D	V	E	S	T	E	O	I	E	E	U	N	H	B
I	E	S	S	I	L	U	O	C	P	R	R	O	C	A
S	T	N	E	M	E	S	U	E	T	I	P	F	R	B

ANCHE – BABORD – BARRETTE – BIQUE – BOUGER – CHAMAILLERIE – CORSAGE – COULISSE – CROTTIN – DECAN – DETENTION – DONT – DOSE – DRIBBLER – ECART – EPICIER – ETAGERE – FETER – FONTE – FRET – LIER – MECANIQUE – MESSE – METIER – MINE – MISERABLEMENT – MOIRE- MOUSSON – NORD – PIPE – PITEUSEMENT – POLICIER – RAISIN – REBUS – RIEN – ROULADE – SEVEREMENT – SILENCIEUSEMENT – VESTE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est pris de boisson.
- Mon 2e tranche.

Mon tout est un véhicule d'extraterrestres.

1	A	R												
14														

3	4	15	3	2	16	6	2	3						
	1	12	13	8	3	7		12	6					
9	16		5		2	1	15	5	4					
2	3	15	3		1	16	5	9	3					
3	2	3		1	4	3	7		7					
13		2	1	12	5		3	9						
5	1		8	10	6	9	2	3	7					
3	12	13	8	6	12	3		2	6					
11	10	6	1	2		4	10	2	11					
	2	2			1	9	2	3						
3	14	5	12	3		1		6	3					
13	3	7	1		3	14	1	2	9					
5		9	2	1	13	6	7		3					
4	5	3	3	7		8	5	3	7					
3	7	7	3		2	3	3	2						

Jeux proposés par Chérifa Benghani

APPLAU- DISSEMENT, ACCLAMATION, VIVAT									NE PAS SE RAPPELER, AVOIR DES TROUS DE MEMOIRE
		AMENDE PIECES DE GOLF		CEREALE PARCOURU				OUVRIR PORTE ET FENETRES	
					PRONOM LOUPES AMAS				
			ENLEVE INFINITIF			OBTINT CONJONCTION CARTE MAITRESSE			
					AGE, CROULANT LOT DE TERRAIN				
				CHIFFRE ROSE DES VENTS COMPLETE					
		PRONOM QUE DE MONDE ! QUE DE MONDE !				AVOIR LE CULOT DESERT DE SABLE		INTENTER UN PROCES PATISSERIE	
	UNE PAIRE A LA BONNE !						BOUCLE DONNA UN COUP DE VIS !		
			MARIER NOUVEAU						
				FLEUR ROYALE EQUIPE			TAILLE DE GUÊPE NOTE		
	C'EST LE MONTANT ! EN DIRECTION DE		ANCIEN PRÉPO- SITION			SAISON CHAUDE			
SOURCE, ORIGINE «D'OÙ TIENS- TU CELA ?»					TRÈS MAIGRE, DECHARNÉ, SQUE- LETTIQUE				

				6	2			8
	5	6		4	2	3		
	1	8		3				7
					7	8		
	2	4		1	3	9		
		7	5			4		
		5		8				6
				2				
1			4			3		

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9094	CROISÉS N°9094	SUDOKU N°9094
C O M P R I M E S H I I L C A S C E N S I O N H E U R E L U E U A R O C T T U B E U S E S E X S K I R E U O O T E L R A N G E V S O T F L E S U S U D T U E T A T R O U	A S T R E I N T E S P Y R E X I E A U E R O D A V O U S R I T C L E S P C E E T I A L E U E L E C T I O N E S T I M E E U S U A E N T R A I S C I E N C E S O P E N A T E S E N	7 2 6 4 8 5 9 1 3 1 5 8 2 3 9 4 7 6 9 3 4 7 6 1 2 8 5 3 8 5 1 9 2 7 6 4 6 1 7 3 4 8 5 9 2 4 9 2 6 5 7 1 3 8 5 4 9 8 1 6 3 2 7 2 6 1 5 7 3 8 4 9 8 7 3 9 2 4 6 5 1
FOUILLIS N° 9094: PIETE (Pie - Eté)		CODÉS N° 9094 1 I 2 V 3 G 4 A 5 N 6 S 7 R 8 O 9 T 10 L 11 D 12 M 13 E 14 C 15 U 16 P 17 F 18 19 20 21 22 23 24



La Corée du Nord affirme que plus d'un million de jeunes volontaires ont rejoint son armée



La Corée du Nord a affirmé mercredi que plus d'un million de jeunes se sont enrôlés cette semaine dans son armée, après que Pyongyang a accusé Séoul d'avoir fait voler des drones sans son espace aérien et menacé le Sud de représailles militaires.

«Des millions de jeunes ont rejoint la lutte nationale pour éliminer la racaille de la République de Corée qui a commis une grave provocation en violant la souveraineté de la République populaire démocratique de Corée par l'infiltration d'un drone», a déclaré l'agence de presse du régime nord-coréen KCNA en se référant aux deux pays par leur nom officiel.

Selon KCNA, plus d'1,4 million de jeunes, notamment des étudiants ou responsables de ligues de jeunesse, se sont portés volontaires lundi et mardi pour rejoindre l'Armée populaire de Corée. La Corée du Nord, où un très long service militaire est déjà obligatoire pour tous les hommes, a déjà fait état dans le passé de vagues massives d'enrôlement patriotique en périodes de fortes tensions avec Séoul ou Washington.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Afrique : des inondations massives privent d'école des millions d'enfants



Dix millions d'enfants sont privés d'école par des inondations massives en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, affirme l'organisation d'aide aux enfants Save The Children dans un communiqué mardi. «Les pluies sans précédent qui sont tombées sur le Nigeria, le Mali, le Niger et la République démocratique du Congo ont aggravé la crise du secteur édu-

catif avec des écoles endommagées ou détruites, des bâtiments scolaires occupés par des familles déplacées et des familles éloignées des écoles», dit l'ONG dans un communiqué.

Les inondations ont déplacé environ un million de personnes, ajoute-t-elle. Les 10 millions d'enfants coincés chez eux ou déplacés s'ajoutent aux plus de 36 millions empêchés d'al-

ler en classe par des conflits ou la pauvreté, dont plus de 21 millions au seul Nigeria, dit-elle en citant des chiffres de l'Unesco. «En plus de voir leurs familles ravagées et leurs foyers détruits, les enfants doivent voir leur éducation engloutie par les eaux», dénonce Vishna Shah-Little, une responsable régionale de Save The Children citée par l'organisation.

La guerre au Soudan provoque un nouvel afflux de réfugiés vers le Tchad



Le Tchad a vu 25.000 réfugiés affluer du Soudan voisin pour échapper à la guerre au cours de la première semaine d'octobre, un record en 2024, et la situation est loin de se stabiliser après 18 mois d'un conflit d'une rare violence, alerte l'ONU. Le coordonnateur régional des Nations unies pour les réfugiés Mamadou Dian Balde estime que la barre des trois millions de personnes ayant fui le Soudan sera franchie dans les deux à trois prochaines semaines, a-t-il dit lors d'un entretien à l'AFP, lors de son passage cette semaine à Genève.

Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts, quelque 26 millions de personnes font face à une insécurité alimentaire sévère, et la famine a été déclarée dans le camp de Zamzam au Darfour. Quelque 11,3 millions de personnes ont été déplacées, dont 2.947.027 ont fui le Soudan, selon les derniers chiffres de l'agence de l'ONU pour les réfugiés.

La Chine lance un nouveau satellite d'observation de la Terre



La Chine a envoyé mercredi un nouveau satellite d'observation de la Terre dans l'espace depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine.

Le satellite Gaofen-12 05 a été lancé à 7h45 (heure de Pékin) par une fusée porteuse Longue Marche-4C et est entré avec succès sur l'orbite prédéterminée.

Il sera utilisé dans divers domaines, tels que l'arpentage, l'urbanisme, la conception du réseau routier, les estimations de rendement des cultures et la lutte contre les catastrophes. Ce lancement marque la 540e mission de vol de la série de fusées porteuses Longue Marche.

Airbus va supprimer jusqu'à 2.500 postes



Airbus a l'intention de supprimer jusqu'à 2.500 postes dans sa branche «Defense and Space», en difficulté, a-t-on appris mercredi de source proche des discussions entre la direction et les syndicats du géant industriel européen.

Les modalités de ces réductions d'effectifs, dans une division qui emploie actuellement quelque 35.000 personnes et subit une chute de la demande pour les activités spatiales, n'ont pas été précisées dans l'immédiat, selon cette source s'exprimant sous couvert d'anonymat. Numéro un mondial des satellites de télécommunication, Airbus est en grande difficulté face à la chute de la demande, tout comme Thales, un autre poids lourd du secteur qui avait déjà annoncé au printemps un plan de redéploiement au sein du groupe de 1.300 postes issus de sa branche spatiale Thales Alenia Space. Plombé par de nouvelles charges passées pour son activité spatiale, Airbus a vu son bénéfice divisé par deux au premier semestre.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

FEMME ET VERTUS

Les femmes rurales algériennes étaient venues en force mardi à Alger pour fêter leur journée internationale. Une représentation aux antipodes des statuts que veulent leur coller des misogynes car le faux portrait qu'on leur attribue avec un dédain calculé est loin de la réalité.

Les amalgames préconçus ont la peau dure et la persistance de leurs étalages a une odeur désagréable quand elle est le fait d'hommes dont la gloriole a été bâtie par la femme. Ceux-là rendent une mauvaise grâce à celles qui les ont enfantés oubliant qu'elles leur ont donné la vie se permettant aujourd'hui la disgrâce des mots. Il est vrai que la matérialité fourche toujours les vocabulaires.

Dépeinte faible, embrigadée, soumise et inférieure, elle a, avec une patience inouïe et un sens entier des responsabilités, réussi les douces transgressions et inversions des épithètes pour en faire sa force et devenir reine. Elle n'a rien des amazones et des sirènes des mers. Elle le prouve dans les amphithéâtres universitaires après sa conquête spectaculaire des lycées et des écoles. Son pouvoir ne se limite plus dans les âtres cachés ni dans l'évier de la cuisine et il s'est étendu en nombre époustouflant dans l'entier périmètre de la vie active,

avec la volonté et le courage mais aussi avec un brin d'ironie pour laisser planer la conviction que le sexe faible serait plutôt l'homme.

Alors fadaïse et niaiserie se dégagent des langues légères qui prétendent que l'Algérienne est la représentation de l'insécurité et foutaise que de la comparer avec l'emmitonnée de Kaboul. L'Algérienne rurale comme l'urbaine ne porte plus depuis longtemps de fagots sur son dos n'en déplaît à ceux qui par opportunisme s'exercent à ravalier leurs façades selon leurs intérêts. L'une et l'autre démontrent aujourd'hui qu'elles ont épousé le temps. Elles étalent d'importantes vertus que de nombreux hommes ont perdues.